

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDACCTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

...Et maintenant
il ne reste plus
qu'à perquisitionner au
Libertaire!

S. I. A. est accueillie chaleureusement

L'accueil qui a été fait, dès ses premiers jours, à la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste fait bien augurer de son avenir.

Nous étions sûrs que la S.I.A., dont nombre d'entre nous attendaient impatientement la naissance en France, serait la bienvenue. Nous ne pouvions penser que l'engouement pour elle se manifesterait pareillement. Depuis samedi, nous sommes sur les dents, débordés par les demandes de matériel de propagande. Les tracts, les cartes, les timbres, les listes de souscription partent dans toutes les directions. Et ce n'est qu'un commencement ! Mais que ce labour nous est agréable ; que nous sommes fiers de voir, une fois de plus, qu'une cause juste, et aux buts humains, trouve toujours parmi les anars les défenseurs les plus dévoués.

Nous sommes tranquilles maintenant sur le sort de notre S.I.A. Elle fera son chemin. Elle remplira sa mission qui est d'apporter une aide immense matérielle et morale à nos camarades d'Espagne, si braves, si acharnés dans la lutte, mais si démunis de tout.

Nous avons ici le contentement que nous éprouvons du fait de l'empressement des copains à répondre aux appels lancés en faveur de la Solidarité Internationale Antifasciste. Quoique cela, et si beau que soit le succès qui accompagne les premiers pas de notre S.I.A., nous ne pouvons, les uns et les autres, croire, par fol orgueil, que nous suffirons à tout et puiserons en abondance dans nos seuls milieux les vivres, les médicaments, le linge, les vêtements... et le RESTE que les révolutionnaires espagnols réclament. Vous êtes, compagnons, les lanceurs de la Solidarité Internationale Antifasciste ; vous allez d'abord la lancer dans notre grande famille anarchiste, mais la lancer ensuite plus au loin, et l'y lancer avec une telle énergie, vous en occuper avec une telle constance qu'elle pénètre partout et que partout où elle pénètre elle soit assurée de recueillir de nombreuses adhésions et un butin monstre.

C'est à ce moment-là que le Comité de patronage, que la S.I.A. s'est donné, entre en jeu. Si l'on se souvient de sa formation, qu'il est composé — en plus des anars — de syndicalistes, de socialistes, de coopérateurs, d'intellectuels aux nuances diverses, on admet en même temps que la Solidarité Internationale Antifasciste doit plonger ses racines ici et là, qu'une riche nourriture l'y attend.

Et l'Espagne antifasciste est privée de trop de choses pour que nous fassions fi de n'importe quel apport.

LE SECRETARIAT

DE LA SECTION FRANÇAISE

DE LA S.I.A.

VERS L'OMELETTE NATIONALE !

L'affaire des cagouards, après quelques jours de sommeil, prend une tournure nouvelle. Nous marchons de révélations en révélations. M. Marx Dormoy publie des communiqués de ton héroïque et annonce qu'on va voir ce qu'on va voir...

Mais jusqu'ici on ne voit guère qu'une opération policière montée à grand spectacle et parfaitement romancée par les journalistes officieux. L'affaire, cependant, paraît d'importance. Des centaines de fusils, de mitraillettes, des munitions à la tonne, tout un arsenal de guerre civile bien approvisionné. Il y a même une maison truquée et un château à souterrain comme dans les meilleurs romans policiers.

Au fait, n'est-ce pas au fond d'un roman policier qu'il s'agit par hasard ? C'est drôle, mais nous n'avons pas réussi, nous qui avons tout de même une certaine habitude « expérimentale » des opérations policières, à nous passionner pour cette affaire.

Nos militants qui, pour un oui, pour un non, voient leurs domiciles privés envahis par les sbires, n'arrivent pas à comprendre comment une police si bien informée de choses inexistantes peut rester des mois et peut-être même des années sans connaître les agissements réels et maintes fois publiquement dénoncés des fascistes.

Si c'est le « souffle républicain » annoncé à l'extérieur, nous nous en félicitons, encore qu'il nous semble venir bien tardivement et qu'il nous paraisse, ce souffle, un peu asthmatique.

On avait été plus vite en besogne quand il s'agissait de fracturer les locaux du Libertaire,

de nous poursuivre et de perquisitionner chez des centaines de camarades.

Au vrai, nous soupçonnons plutôt dans toute cette histoire une opération politique de grand style.

Il n'est pas extravagant de se demander si, finalement, la bourgeoisie française n'a pas compris que son intérêt véritable était moins dans l'organisation d'une armée de guerre civile, peu conforme à son « génie » et à ses tendances, que dans une bonne concentration nationale à forme d'union sacrée.

La Rocque s'est écroulé lamentablement à Lyon. Cette marionnette a joué son rôle — et l'a mal joué, d'ailleurs — et n'a plus qu'à disparaître. Et il se trouve maintenant des journalistes de droite, tels Kerillis, pour s'inquiéter des agissements des cagouards et dénoncer, comme un simple Thorez, la main de l'étranger.

Quand de droite et de gauche l'on fait chorus contre l'étranger, ce n'est jamais très bon signe pour le prolétariat. Cela signifie toujours que, finalement, c'est lui qui va faire les frais de l'opération. L'union sacrée ne nous rappelle que de tristes souvenirs, 1914, 1926, 1934, 1935... Verrons-nous s'achever cette année 1937 sans que le Front populaire ait vécu à son tour pour faire place de nouveau à une concentration républicaine de « tous les Français autour de leur franc, ou de leurs frontières menacées ». Nous avons mis cette dernière phrase entre guillemets, mais qu'on ne croie pas qu'elle s'applique particulièrement à tel ou tel organe de la presse. Aujourd'hui, de l'Echo

de Paris à l'Humanité, c'est un refrain qui court les colonnes des journaux de toutes nuances.

Il est rarement annonciateur de victoires prolétariennes.

Aussi ces histoires de cagouards ne nous paraissent que d'un intérêt assez secondaire si ne se profilaient derrière elles des ombres plus inquiétantes encore.

Et nous sommes bien obligés de constater que ces histoires « rocambolesques » sont une excellente diversion aux difficultés qui assaillent la classe ouvrière, les fonctionnaires, pris à la gorge par la vie chère sans cesse croissante.

Un journaliste qui joua naguère un rôle important dans la politique de ce pays avait l'habitude de comparer la formule de la concentration nationale à celle de l'omelette — telle qu'elle se prépare dans les grands restaurants que fréquentent ces messieurs :

— L'omelette, cuite à point, on en sépare les extrémités impropres à nos palais délicats pour n'en garder que le milieu, moelleux et savoureux.

De la sorte, Eugène Lautier définissait parfaitement la politique traditionnelle de la bourgeoisie française depuis un demi-siècle.

Est-ce à une nouvelle omelette que les événements politiques nous portent ? En tout cas, les sanctions tardives et insuffisantes appliquées aux comparses du fascisme turbulent et inefface pourraient bien, avant longtemps, avoir une lourde compensation dans les rangs révolutionnaires du prolétariat.

Attention à nos œufs !



TOI QUI LIS NOTRE PRESSE...

TOI QUI APPROUVES NOTRE ACTION...

Tu dois adhérer à l'Union Anarchiste

Les résultats satisfaisants de notre Congrès, la situation révolutionnaire dans laquelle le monde se trouve plongé et la sympathie de plus en plus grande dont jouit notre mouvement chez les prolétaires conscients de la gravité de l'heure nous créent des devoirs et réclament de chacun de nous un redoublement d'efforts.

Alors que tous les plans réformistes s'effondrent lamentablement, que beaucoup de travailleurs comprennent combien est juste notre position révolutionnaire et combien est efficace l'action directe que nous ne cessons d'exalter, à l'heure surtout où la trahison rentissante des partis prétendus révolutionnaires déçoit les meilleurs militants du mouvement ouvrier, l'Union Anarchiste estime qu'il lui appartient de dresser, face au fascisme qui s'implante partout et à la réaction qui se fait plus arrogante dans notre pays, une force révolutionnaire puissante composée d'éléments solidaires.

Il existe de tous côtés des individus d'esprit libre et qui n'acceptent pas l'acquiescement avec leurs ennemis de classe dans l'Union sacrée, ni la main tendue aux religions, ni la collaboration des exploités avec leurs exploitateurs qui fait perdurer le capitalisme. Il faut que ces prolétaires sachent ce qu'est l'anar-

chisme, connaissent sa doctrine, ses buts et ses moyens d'action.

C'est à nous qu'il appartient de les leur faire connaître. Notre « Libertaire » doit pénétrer partout et leur apporter notre parole. Que ceux qui comprennent l'importance d'un journal de combat comme le nôtre mettent tout en œuvre pour intensifier sa diffusion.

Dans de nombreuses régions nous avons des camarades d'idées et des sympathisants, lecteurs du « Libertaire ». Malheureusement leur noyau ne peut que difficilement grossir, par suite de la dispersion des efforts. Une action coordonnée apporterait de meilleurs résultats à la propagande. Il importe que les groupes autonomes qui rencontrent de grands obstacles dans leur rayonne-

ment se rendent compte des facilités que leur fournirait leur adhésion à l'U.A. Que les individualités mesurent le profit qu'elles retireraient à se constituer en groupe dans leur localité, et à se rallier à nous.

Nous disposons d'une équipe d'orateurs pouvant se déplacer en province et y répandre nos idées. Déjà des tournées sont en préparation.

Mais, pour que ces tournées soient profitables, il faut que les orateurs puissent visiter le plus de villes possible sur leur passage. Pour cela, il faut que dans chaque localité un groupe constitué soit en mesure de préparer le terrain aux conférenciers. Or, cela n'est pas possible si chacun reste chez soi et répugne à unir son action propagandiste à celles d'autres bons militants, comme lui isolés.

Que tous les anarchistes nous entendent ! Au moment où la faillite du réformisme s'avère totale, au moment où éclate la politique de trahison des partis pseudo-révolutionnaires, au moment où les soi-disant sauveurs du prolétariat, brandissant le catéchisme marxiste appellent les travailleurs à l'union sacrée pour une tuerie dont ils feront les frais, c'est à l'anarchisme d'opérer le regroupement des vrais révolutionnaires.

L'UNION ANARCHISTE.

LA PAGE DE LA S.I.A.

Aux camarades espagnols

Nous rappelons à nos lecteurs que, dès la semaine prochaine, Le Libertaire paraîtra régulièrement sur huit pages ; que deux pages seront entièrement réservées à la vie de la Solidarité Internationale Antifasciste ; qu'une de ces deux pages sera rédigée en espagnol.

Aussi, nous nous adressons aujourd'hui aux Espagnols résidant en France et leur disons : Cette page est faite à votre intention, pour vous permettre d'aider avec profit vos camarades de même langue qui soutiennent là-bas, dans votre pays d'origine, avec la vaillance que vous savez, la lutte antifasciste ; il n'est pas possible que notre effort, à nous vos camarades français, n'ait pas votre approbation et votre appui. Vous vous devez non seulement d'adhérer à la section française de la S. I. A., mais d'en être, au surplus, les animateurs dans votre entourage, vous avez pour devoir de lire et faire lire la page espagnole de la S. I. A. française.

Nous savons que les Espagnols vivant en France ne manquent jamais d'exercer à plein leur solidarité pour les œuvres qui en valent la peine ; nous sommes donc rassurés au sujet de la nôtre, ils en seront les propagandistes fervents.

Nous insistons, toutefois, à propos de notre page en langue espagnole et leur demandons de nous passer leurs commandes de Libertaire par groupe autant que possible.

Qu'ils écrivent à la S. I. A., 26, rue de Crussol, Paris-11°.

Le Mercredi 1^{er} Décembre à 20h30

SALLE LANCERY (10 rue de Lancry) à Paris

SÉBASTIEN FAURE

fera une conférence publique et contradictoire.

Sujet traité :

« Les bobards démagogiques »

1. L'intérêt général. — 2. La Défense nationale. — 3. Faire payer les riches. — 4. Le peuple souverain. — 5. Ni réaction, ni révolution. — 6. Dieu bénit les familles nombreuses. — 7. L'Etat Providence.

Participation aux frais : 4 francs. (Chômeurs, 2 francs).

Nota. — Cette conférence est faite au profit des 200 petits orphelins d'Espagne que les anarchistes de France ont adoptés et pris entièrement à leur charge.

Les mystiques dangereuses

Dix-neuf ans après l'armistice qui clôturait la « dernière des guerres », il est pénible de constater que les mêmes formules absurdes et dangereuses qui entraînent, en 1914, les peuples à s'entregorger reprennent créance dans les cerveaux ouvriers.

Ils étaient pourtant nombreux ceux qui, rentrés dans leur foyer, comprenant un peu tard qu'ils avaient été roulés et qu'au lieu de lutter « pour le droit et la liberté contre la barbarie », ils avaient été immolés à l'internationalisme du coffre-fort, s'étaient bien juré qu'on ne les y reprendrait plus.

Hélas, la paix boiteuse conclue à Versailles sur le dos des pays vaincus a multiplié les sources de conflits et précipité la montée du fascisme en Allemagne. La bourgeoisie française, avec la complicité des partis de gauche, a su très habilement exploiter la menace hitlérienne pour conserver ses avantages et réaliser dans ce pays une nouvelle union sacrée sous le masque de l'antifascisme.

Staline est venu à propos approuver la politique de surarmement préconisée par notre impérialisme, prélude à l'accord anglo-franco-russe qui a donné toute sa force au nouveau slogan qui doit galvaniser les masses promises au prochain carnier : « la lutte des démocraties contre le fascisme. »

Pourtant, au milieu de toutes ces turpitudes, de ces desseins crapuleux fomentés par les impérialistes aux abois, une lueur d'espoir apparaissait en juin 1936. Instruit par l'expérience désastreuse de la scission ouvrière, excédé d'être l'éternelle victime d'un régime dont l'iniquité a éclaté au cours d'une crise économique et politique sans précédent, le prolétariat de ce pays se soulevait en une vague formidable qui menaçait d'entraîner avec elle la disparition de l'oppression capitaliste.

N. FAUGIER.

(Voir suite en 2^e page.)

cider en toute liberté du sort de millions d'êtres crucifiés par le fascisme... La mesure n'est-elle pas comble ?

Depuis des années les anarchistes s'efforcent à lui crier qu'elle rompt cette honnête solidarité avec son propre impérialisme et qu'elle proclame enfin, sur le terrain international, sa capacité politique. L'heure n'est-elle pas venue de définir cette politique ? Nous lui assignons d'abord la défense de la paix. Le camarade G. Rollet, dans son dernier article du *Libertaire*, en réponse à une prose de Cachin, reproduisant en le tronquant singulièrement un article de Jaurès, a parfaitement raison de mettre en garde contre l'illusion mortelle d'une guerre devant créer inévitablement une situation révolutionnaire. Il est beaucoup plus probable, en effet, qu'une guerre serait une nouvelle et irrémédiable défaite pour le prolétariat mondial enchaîné, meurtri, appauvri, plus que jamais divisé contre lui-même. Mais nous pensons que l'autre aspect de cet effort doit être l'énorme immédiat d'une politique internationale constructive du prolétariat. Dès maintenant, celle-ci exige de la classe ouvrière une dénonciation de tous les traités en ce qui la concerne, et particulièrement de l'odieux traité de Versailles. Elle doit opposer à la diplomatie des gouvernements une contre-diplomatie des masses destinée à en contrecarrer les effets. Une telle action de classe, outre qu'elle affaiblirait les positions de notre propre impérialisme, aurait l'immense avantage de rendre toute sa vigueur à l'internationalisme prolétarien lui-même, condition de la paix.

Ainsi posée, la question mérite toute l'attention de la classe ouvrière. Nous aurons l'occasion d'en préciser les termes.

LASHORTES.

Les mystiques dangereuses

(Suite de la 1^{re} page.)

Mais le Front Populaire veillait. Le spectre du fascisme fut utilisé avec succès pour endiguer la vague d'affranchissement et rétablir la paix sociale. On célébra sur tous les tons le réveil de la conscience ouvrière, les millions d'adhérents, nouveaux venus au syndicalisme. On proclama le syndicalisme majeur, traitant d'égal à égal avec le patronat, tant et si bien que finit par s'accréditer dans certains esprits l'idée de la nécessité de défendre les conquêtes ouvrières contre une agression de l'extérieur.

Un édifiant exemple de cette mentalité nous a été fourni récemment, dont personne ne contestera la gravité :

Dernièrement, après la décision, par la direction des Etablissements Saint-Chamond-Granat, à Courbevoie, de fermer l'usine les vendredis 12 et samedi 13 courant, comme sanction au mouvement de protestation d'une heure du mercredi précédent, une délégation des ouvriers et des techniciens a été reçue au ministère de la Marine et à la présidence du Conseil.

S'agissait-il pour elle, à l'instar de ces syndicalistes mendicants qui s'en vont aux portes des ministères quémander un rajustement de salaire ou le respect du droit syndical, etc., d'exiger le paiement des journées perdues ? Foin de ce « matérialisme sordide » comme dit le désintéressé Flamin. Aujourd'hui, le prolétariat, devenu majeur, a des intérêts supérieurs à défendre.

Un communiqué de la section syndicale de l'usine publié dans *Le Peuple* nous apprend que le but unique assigné à la délégation était de protester « énergiquement contre l'action patronale engagée pour le sabotage des travaux concernant la défense nationale ». Il ajoute que « Le patronat, en général, prétendant que la semaine de quarante heures retarde les livraisons, la délégation ne peut comprendre pourquoi ce même patronat ferme ses entreprises pendant deux jours, ce qui retarde davantage les livraisons concernant la défense du pays. »

Après cette lecture, on se demande ce qu'on doit admirer le plus de la candeur des uns ou de l'astucieux machiavélisme de leurs guides égarés.

Ainsi, pour ces singuliers produits du syndicalisme 1937, le préjudice matériel qui leur est causé par ces deux journées sans salaire ne saurait être en jeu. Seuls comptent les besoins de la défense nationale dans l'union des exploités et des exploités, des profiteurs et des spoliés. On est quelque peu atterré devant tant d'aberration.

Les membres de la section syndicale St-Chamond-Granat se rendent-ils compte que c'est altérer singulièrement le rôle du syndicalisme que le cantonner à être le gardien vigilant de la défense « du pays » ? Du pays où les rapports du capital et du travail sont restés, malgré tous leurs efforts, fondamentalement les mêmes que en 1914 et qui ne justifie par conséquent pas plus qu'alors leur sacrifice.

Nous savons, certes, que cet état d'esprit n'est pas étranger aux manœuvres de certains inspirateurs de la direction syndicale des métaux asservis aux directives du national-communisme stalinien, dont la propagande chauvine dans les rangs ouvriers menace de nous conduire aux pires désastres.

C'est pourquoi notre devoir est de mettre en garde les travailleurs abusés contre les nouveaux fourriers de la guerre contre le fascisme.

La savante stratégie de la mystique contre l'ennemi de l'extérieur, en même temps qu'elle sert les intérêts des impérialismes anglo-franco-russe, n'est destinée qu'à détourner les travailleurs de leurs véritables objectifs révolutionnaires contre l'ennemi de l'intérieur.

Qu'ils se souviennent de la leçon de 1914-1918.

La défense du pays ne pourra légitimement être envisagée par eux que lorsqu'ils auront accompli la transformation sociale par la révolution qui seule vaut notre sacrifice.

N. FAUCIER.

UN EXEMPLE A SUIVRE

Une excellente solution

Le *Petit Parisien* nous révèle l'existence d'une collectivisation, non en Espagne, mais en Pennsylvanie. Dans ce pays minier, huit mille ouvriers mineurs condamnés au chômage de par la carence de l'organisation capitaliste exploitent à leur propre compte des filons houillers appartenant légalement à des compagnies minières et en vendent les produits, selon la formule, directement du producteur au consommateur.

Ces « bootleggers », comme on les appelle, s'attaquent à des mines non exploitées, tenues en réserve ou momentanément abandonnées par les sociétés propriétaires, lesquelles en estiment trop onéreuse la mise en valeur. La Pennsylvanie offre cette particularité que les veines y affluent en de nombreux endroits. Par suite, les mineurs « expropriateurs », si l'on peut dire, peuvent extraire du charbon avec des moyens rudimentaires. Parallèlement, tout un service de vente et de camionnage a été mis sur pied, des véhicules ont été achetés qui transportent l'anthracite au domicile des clients et les chiffres officiels accusent douze à treize mille personnes occupées à ce commerce, comme le dit le *Petit Parisien*, « parfaitement illégal et pourtant impossible à arrêter ».

La réputation des « coupables » est par ailleurs inattaquable :

Les hommes engagés dans ce commerce, indiscutablement frauduleux au strict point de vue de la loi, sont en très grande majorité de braves gens, d'une honnêteté scrupuleuse, à qui vous pourriez confier votre portefeuille. Ils ont été poussés à cette étrange activité par la dureté des temps.

En effet, ces hommes, presque tous d'anciens mineurs, étaient au temps de la prospérité régulièrement employés par les compagnies minières. Avec la crise, ils se sont trouvés du jour au lendemain réduits à la famine, sans qu'aucune autre industrie dans le pays ne sollicite leur activité. Dès lors, et comme en face de ces ressources non exploitées, le charbon restait à des prix inabordable pour le consommateur de par le jeu même de l'organisation capitaliste, ils ont entrepris, les conditions matérielles s'y prêtant, d'extraire eux-mêmes le combustible et de le vendre au-dessous des cours imposés par les trusts. C'est là une collectivisation révolutionnaire par le fait même qu'elle s'est effectuée dans le plus parfait mépris des titres de propriété dont pouvaient exciper les compagnies.

Mais le plus remarquable, en cette affaire, est que son développement est tel que les coopérateurs d'un nouveau genre vendent pour 500 millions de charbon par an, causant ainsi aux « légitimes » propriétaires un préjudice considérable de par la concurrence et le résultat en est que toutes les compagnies sont en déficit alors que la collectivité s'enrichit fort prospère. Son activité a pris une telle extension que le problème de la suppression est désormais impossible à envisager, tant pour des raisons purement économiques qu'à cause de la sympathie que trouvent, parmi la population, les membres de cette association illégale. En effet, grâce à leur entreprise des villages entiers vivent et prospèrent. Tout un commerce local sus-

cité par la subsistance de tous ces travailleurs dépend étroitement de la continuation de ce régime. Et tous les procès intentés par les houillères ont débouté celles-ci de leurs réclamations, les jurés étant bienveillants à l'égard des « bootleggers » et d'autre part, les tribunaux étant impuissants à rendre un arrêt conforme au droit de propriété en raison des répercussions. Si on essayait de les expulser par la force, il y aurait à craindre des effusions de sang et une insurrection de la population. Enfin, et même si d'une façon ou d'une autre, on réussissait à arrêter cette entreprise illégale, que ferait-on des 12.000 ou 13.000 personnes réduites à la misère ?

Ainsi, et par la force même des événements, le droit de la propriété individuelle, si naturel, affirmé sans cesse, se trouve contesté. Le principe de « la terre à ceux qui la travaillent », la « mine à ceux qui en tirent le charbon » conquiert sa véritable place dans l'organisation rationnelle des sociétés.

Mais cela, qui donc le dément ? Les capitalistes ? Allons donc ! Habités à jouer sur tous les tableaux et à se servir d'une morale à double sens, ils s'insurgent contre cet état de fait parce qu'il leur est préjudiciable. Mais ils oublient en cela que c'est avec cet argument des richesses inexploitées, qu'ils ont prétendu justifier leurs expéditions coloniales. Les indigènes, propriétaires incontestables en vertu du droit du premier occupant, laissent leurs terrains en friche, leurs ressources minières en sommeil. Ces matières premières manquaient sur le marché mondial et comme, selon le point de vue des colonialistes, le fait d'interdire aux autres la jouissance de produits qu'on laisse périr en pure perte donne aux peuples frustrés le droit de conquérir par la force ce qu'on leur refuse, les Européens en ont pris prétexte pour, non seulement exproprier, mais encore décimer et mettre en tutelle ceux qui, selon la meilleure loi capitaliste, eussent dû conserver tout loisir pour mettre en valeur ou non leur territoire.

Moins hypocrites et plus pacifiques, les mineurs pennsylvaniens n'ont point assassiné de possédants. Ils n'ont point excipé d'un code pour légitimer leur action. Seuls le bon sens et la raison qui veulent qu'un être normalement constitué se refuse à crever sur un trésor, les ont inspirés.

Et quand le gouverneur de Pennsylvanie et le *Petit Parisien* s'inquiètent devant le problème et cherchent désespérément une solution, ils ressemblent aux fameux carabiniers d'Offenbach arrivant après la bataille. La vraie, la seule solution logique, les chômeurs américains l'ont trouvée, l'appliquent à la grande satisfaction de tous. Et le comique de l'affaire, c'est encore que ces ouvriers qui contrairement aux économistes capitalistes, ne se plaignent point de statistiques ni de prix, de revient minutieusement étudiés, réussissent à tenir en échec leurs patrons, solidisant organisateurs de la distribution rationnelle des produits, et ce sur leur terrain même, celui de la meilleure marchandise au plus avantageux tarif.

MAURICE DOUTREAU.

Que les Espagnols se débrouillent...

C'est le titre d'un article qu'un quotidien réactionnaire de province donnait récemment en pâture à sa clientèle ouvrière.

Dans l'esprit de ce valet de plume, il s'agissait bien moins, assurément, d'exprimer un sentiment d'indifférence ou d'égoïsme si particulier au Français moyen ennemi des complications et des responsabilités, que de tromper ses lecteurs en donnant le change et préparer l'opinion publique au coup de Jarnac des gouvernants anglais assurés de la complicité du Front Populaire et de l'U. R. S. S.

Que les Espagnols se débrouillent !... La voilà bien la pensée et la volonté des réactionnaires de tout poil, tendant à paralyser l'action des travailleurs de ce pays en faveur de leurs frères espagnols. Avec insistance et en supputant à l'avance les résultats, ils mettent en relief les prétentions et les appétits de l'Allemagne et de l'Italie. Ils passent sous silence, et pour cause, l'action impérialiste et répressive de l'Angleterre et de la France, s'emparant coûte que coûte à sauvegarder leurs immenses intérêts investis dans toute l'Espagne.

Que les Espagnols se débrouillent !... Cela veut dire, sous la plume des prostitués de la presse aux ordres, que les deux grandes nations de proie, l'Angleterre et la France, entendent continuer à soutenir ouvertement la cause de Franco.

Que les Espagnols se débrouillent !... Cela signifie encore que la cause des combattants républicains est on ne peut plus lâchement abandonnée et que la honteuse non-intervention si chère au cœur de Léon Blum et du Front Populaire, est et restera la plus infernale des trahisons à l'égard de l'Espagne ouvrière et révolutionnaire.

Que les Espagnols se débrouillent !... Cela sert à justifier les sombres menées du gouvernement français, la politique tortueuse et hypocrite du Parti communiste, de ses élus, et les déclarations de L. Blum devant les parlementaires socialistes : que les affaires d'Espagne seraient bientôt réglées par la défaite du gouvernement républicain. Cela résume enfin la volonté de toute la valetaille politicienne et bourgeoise à plat ventre devant le capitalisme, pour en finir une bonne fois avec l'Espagne antifasciste.

On cherche à « neutraliser » le peuple de ce pays avec d'ineptes bobards et cette « neutralité » qui n'est autre qu'une véritable anesthésie, conduit inévitablement aux pires catastrophes. Sûrs de mener

sans risques leurs agissements, les gouvernements prétendument démocratiques font le beau devant Franco et préparent la voie à une instauration dictatoriale monarchiste ou fasciste.

Ainsi, des dizaines de milliers de travailleurs espagnols ont donné leur vie pour s'opposer au coup d'Etat fasciste des militaires en juillet 36, des dizaines de milliers d'autres luttent sur les fronts avec la volonté du désespoir contre les hordes de Franco, de Hitler et de Mussolini, pour, en fin de compte, voir la France du Front Populaire consommer sa trahison en les livrant définitivement à leurs ennemis mortels. Le chloroforme a-t-il donc agi si profondément sur la classe ouvrière que les les putains de presse puissent impunément lui lancer à la face : Que les Espagnols se débrouillent ! Est-ce possible que le réveil ne s'opère pas ? Et ceux qui ont échappé aux effets maléfaisants de tous les endormeurs, vont-ils trouver l'antidote pour provoquer ce réveil ?

Il faut qu'ils le trouvent et pour nos frères d'Espagne et pour l'humanité tout entière.

René Martin.

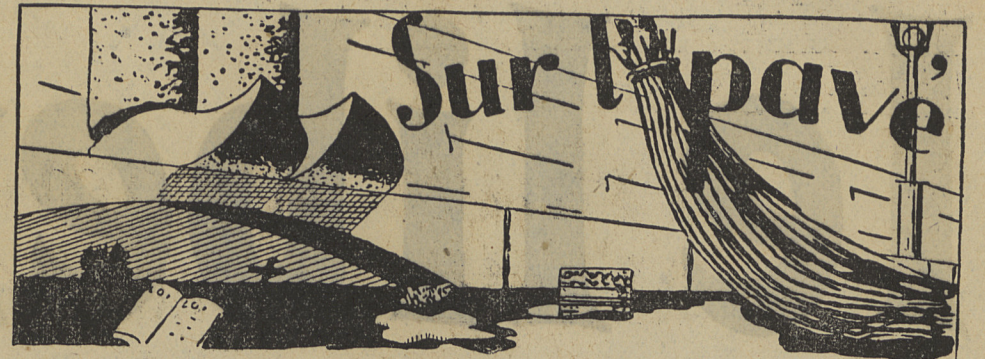
LOGIQUE !

EN REPONSE A THOREZ, LA FEDERATION REPUBLICAINE RECLAME L'ABROGATION DE LA LAICITE !

On lit dans le « Temps » du 12 novembre :

« Le groupe de la Fédération Républicaine prend acte des propos récemment tenus par le secrétaire général du parti communiste, M. Maurice Thorez, prenant vis-à-vis des catholiques la défense de la liberté d'enseignement et condamnant toute législation d'exception. Afin de fournir au parti communiste l'occasion de prouver que les propos de M. Thorez ne sont pas une vaine parade et répondent bien à la doctrine actuelle de la III^e Internationale sur ce grave problème de politique intérieure, le groupe décide de reprendre les propositions de loi déposées par M. Groussau et par M. l'abbé Bergey sur la liberté d'enseignement et sur l'abrogation des lois d'exception contre les religieux. »

La parole est à Thorez !



Le vrai complot

L'affaire dite des « Cagoulauds » ou des « Milices secrètes révolutionnaires » ne semble pas devoir occasionner autant de répercussions que se plaisent à le proclamer les feuilles dites de gauche.

Il y avait certainement plusieurs mois que les « fins liniers » savaient à quoi s'en tenir sur les dépôts d'armes et d'explosifs « découverts » à grand tam-tam.

Cette histoire de cartouches tombant d'une auto et traçant la route aux inspecteurs sagaces rappelle un peu trop celle du Petit Poucet, qui lui, se contentait de semer des cailloux blancs pour retrouver son chemin.

C'est enfantin, mais le public, le bon public toujours prêt à avaler sans douleur les couleurs journalistiques même les plus volumineuses s'y est laissé prendre avec sa naïveté coutumière et sa foi en la chose imprimée.

Quoi qu'il en soit, complot ou association de malfaiteurs, le régime est une fois de plus sauvé. Comparses et indicateurs sont sous les verrous, en attendant le procès final et la prise des grosses pièces qui n'est sans doute pas pour demain.

Certains ont reconnu en cette sombre affaire, la main de l'Allemagne qui sait si bien se fourrer dans les endroits les plus discrets avec une surprenante agilité.

Et M. de Kérillis, défenseur du droit de toucher « en certaines circonstances » de dénoncer l'extrémisme de droite aussi dangereux que celui de gauche et d'écrire qu'il est encore plus contraire aux intérêts de la France de servir Hitler que Staline.

C'est une opinion.

Aussi bien l'intérêt de la France ne faisant pas partie de mes préoccupations, je m'abstendrai donc d'en discuter.

L'intérêt des Français ou pour être plus exact, de tous les hommes qui vivent sur le sol français n'a d'ailleurs rien de commun avec la défense dite nationale pour laquelle sont aménagés des dépôts d'armes, de munitions, des ouvrages fortifiés auprès desquels les caves bétonnées des « cagoulauds » ne sont vraiment pas comparables.

Et, à mon humble avis, la constitution de toute cette machinerie de guerre, l'équipement et l'armement de ces centaines de milliers de soldats, constituent contre la sécurité des Français un complot permanent qu'il est de plus en plus dangereux de dénoncer, mais qui est le seul vraiment sérieux qui nous menace et dont nous devons nous défendre.

Le reste n'est que littérature de mauvais roman policier.

Larue-Michel.

DEBATS PRIMESAUTIERS

(Du *Petit Parisien* du 20-11-37) sur les débats à la Chambre du 19 : « Gabriel Péri manifeste au milieu d'une assemblée de glace, un louable souci de la défense nationale. Seuls les communistes applaudissent ! »

Il y a longtemps que nous savons que les seuls vrais Français sont les communistes !

A son tour, M. Paul Reynaud, sur un ton mi-fugue, mi-raisin, déclare :

« Il ne faut pas que le gouvernement apparaisse comme un chef de gare qui sifflerait à côté d'un train qui ne partirait jamais. »

Puis, applaudit par l'opposition : « Ce n'est pas la politique d'hier, ni celle d'aujourd'hui qui peut nous sauver. N'attendez pas, messieurs, d'être en face d'un événement impérieux qui deviendra maître ! »

Paul Reynaud devient révolutionnaire, et nous sommes heureux de lui dire que nous espérons bien que l'événement impérieux sera provoqué par les travailleurs, enfin affranchis.

Et pour terminer cette jolie séance — sur un délicieux ton badin — l'île-de-France communique à 19 heures, le lendemain, que Camille Chautemps a déclaré « qu'en cas de grève générale les services d'administrations seraient assurés sans exception » ! Bravo ! les électeurs du Front populaire vont enfin savoir à qui parler.

DIVERTISSEMENT DE MERCANTIS

L'autre nuit, cinq « honorables » commerçants du quartier Montparnasse, à qui la dureté des temps laisse quand même un peu d'argent de poche, décidèrent de se livrer à une petite bombe. Avec la finesse qui caractérise l'esprit de la mercantise, ces messieurs, copieusement saouls, visitèrent les bordels, firent du tapage, du scandale même et pour corser leur divertissement, terminèrent la fête en répandant sur le sol un pot à lait.

— Pas très drôle ! dira-t-on. Ce n'est pas l'avis de l'*Huma*, journal de la classe ouvrière, qui, sur le mode clémentvaute, raconta mardi cette histoire sur trois quarts de colonne et l'agrément d'un dessin « drôle » de Cabrol.

Les journalistes de l'*Huma* bénéficient maintenant aussi bien que n'importe quel pisse-copie « bien parisien ».

Mais que pensent les lecteurs de l'*Huma* de cette tendresse envers les frusques imbéciles de bourgeois nantis ?

LE MONDE DES « AFFAIRES »

Continuant sa campagne de débouillage de trénes, le *Crapouillot* nous présente, dans son numéro de novembre, une énumération de certaines « bonnes affaires » avec les secrets de leur fonctionnement.

Après Suez, juteuse combine où émergent des personnalités éminemment réactionnaires, Galtier-Boissière dévoile les petits profits des maîtres-chanteurs, des exploitants de maisons closes, des fabricants de spécialités pharmaceutiques.

Un chapitre est consacré aux fakirs, voyantes, etc., et nous donne un aperçu non seulement de la rouerie des diseurs d'avenir, mais aussi de l'incompréhensible sottise de leurs victimes.

Un bon numéro, bien documenté, et qui apporte la vérité sur de troubles agissements.

L'ACTION FRANÇAISE DEMANDE UN ROI

Le duc de Guise, qui n'hésite pas à affirmer que la monarchie est opposée à toute dictature (21) n'est pas tendre pour l'*Action Française* et ses dirigeants : « L'*Action Française* n'a jamais été une émanation ni un organe de la maison de France ; n'étant pas soumise à notre autorité, elle ne saurait nous engager. D'autre part, si sa doctrine politique postule la monarchie, les enseignements de son école se sont révélés incompatibles avec les traditions de la monarchie française. » Et, modestement, le duc ajoute : « Certain de pouvoir assurer le bonheur des Français, je suis prêt à reconquérir le trône de mes pères. »

L'*Action Française* n'en est pas encore revenue et larmoise à longueur de colonne. Maurras, le « génie » méconnu, accuse le conseiller du duc de Guise, lequel est le comte Pierre de la Rocque, frère du colonel aux fonds secrets, de les avoir discrédités dans l'esprit du prince. On attend pour demain l'article-pétrole du gros Léon. Après quoi, un appel de fonds sera lancé aux douairières. Puis l'*Action Française* cherchera un roi plus légitime et plus accommodant.

DEVINETTE

Détention d'armes et de munitions de guerre ? Association de malfaiteurs ? Complot contre la sûreté de l'Etat ?

Quelle sera l'inculpation contre les « cagoulauds » ?

M. le chef de la Sûreté nationale, d'après le *Petit Parisien* du 19 novembre, nous rassure : Complot contre la sûreté de l'Etat. Et voici la devinette :

On a découvert le quart de la moitié — le tout divisé par 2 — des armes trouvées chez l'un de ces messieurs au *Libertaire* ou dans une association syndicaliste révolutionnaire, quelle sera l'inculpation ?

Une poule pondant des œufs tricolores au camarade qui ne donnera pas la réponse exacte.

Monsieur Dubalal.

BULLETIN D'ABONNEMENT

au « LIBERTAIRE »

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de à partir du pour la somme de dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

Nom (1) Adresse :
Ville : Département :
(1) Ecrire très lisiblement.

UNE HYÈNE HUMAINE VA "ASSAINIR"
L'ESPAGNE NATIONALISTE

Franco nomme Martinez Anido ministre de l'Intérieur

La presse française a en quelques mois annoncé, ces jours derniers, la nomination par Franco de Martinez Anido comme ministre de l'Intérieur de l'Espagne nationaliste.

Ce choix qualifie mieux qu'aucune déclaration les intentions réelles des fascistes espagnols à l'égard du prolétariat. Parfois, des officieux, dans un but de propagande, laissent entendre que les buts de Franco sont, du point de vue social, largement favorables à la classe ouvrière. A son endroit, les nationaux-syndicalistes, la J.O.N.S. et même les phalangistes n'auraient que de bons desseins.

La nomination comme ministre de l'Intérieur de cette figure de cauchemar qu'est Martinez Anido remet les choses au point. Martinez Anido, c'est l'archétype du bourgeois anti-prolétarien. Son nom seul fait frissonner les ouvriers, pour qui il est inséparable de l'évocation de crimes innombrables, de tortures sans nom.

Mais ce sont surtout les ouvriers et les militants anarchistes et anarcho-syndicalistes qui en connaissent l'exacte signification.

C'est Martinez Anido, gouverneur civil de Barcelone, aidé du général Arlegui, qui organisa méthodiquement l'assassinat des militants de la C.N.T. dans les années qui suivirent la guerre et pendant la dictature de Primo de Rivera.

Les meilleurs de nos — Evelio Boal, Salvador Seguí, fondateurs de la C.N.T. — et des centaines de militants, de secrétaires de syndicats tombèrent assassinés par les balles des "pistoleros" de Martinez Anido.

Que les docteurs en sciences révolutionnaires qui, aujourd'hui, reprochent aux anarchistes espagnols l'insuffisance de leur préparation s'en souviennent. La C.N.T. a vu disparaître en quelques années ses meilleures forces. L'atrocité dictature de sang, les tortures infligées dans les "calabozos" de Montjuich, à l'Anido lui-même, aux militants arrêtés, n'étaient peut-être pas tellement propices à la mise au point d'un dessin parfait de révolution théorique. Il est difficile d'être à la fois un spécialiste du tire-ligne et du pistolet. Or, contre les Martinez Anido qui, alors, désolaient les rangs ouvriers, le pistolet avait seul de l'effet, hélas !

Mais lui, Anido, était bien gardé. Toujours il put échapper à la colère ouvrière. Il faudra qu'un jour soit écrite cette histoire à peine croyable de Durruti et d'Ascaso, le suivant à la trace pendant des centaines de kilomètres, dans l'espoir de pouvoir l'atteindre et de lui faire payer ses crimes. Anido, cependant, échappa.

Au 14 avril, il s'échappa et se terra à l'étranger. Il appartenait à Franco de lui redonner du service.

Au début de cette année, on apprit qu'il était nommé conseiller... à la Santé publique ! La santé publique espagnole, souvent, dans les phases espagnoles, un humour spécial qui ressortit au macabre. Les déclarations qu'il vient de faire après sa nomination comme ministre de l'Intérieur, éclairaient parfaitement le sens qu'il faut donner à la "santé publique" en Espagne franquiste.

Voici ces déclarations reproduites par *Fragua social*, du 16 novembre :

"Je suis un vieux spécialiste de la vie sociale, ouvrière et collective. Je connais également tous les ressorts du commandement et, avec l'aide des vaillants éléments nouveaux qui adhèrent inconditionnellement à ce travail, je pourrai procéder à un ASSAINISSEMENT NATIONAL COMPLET.

Et il a ajouté :
"En notre zone, il ne peut subsister d'éléments pernicieux" et s'appliquera les plus sévères sanctions à ceux qui, plus ou moins ouvertement, répandront de fausses nouvelles, ou désorienteront l'opinion publique en critiquant les autorités."

Voici un témoignage authentique publié dans la *Sol* du 21 novembre, par Luis Romero, ancien officier de l'armée espagnole, sur les procédés assassins de Martinez Anido :

"C'était en 1921 au mois de mars. J'étais

PARMI NOS LETTRES

Nous avons reçu la lettre suivante :

Chers camarades,
Je reçois régulièrement votre publication. Elle est dépourvue de toute démagogie, et empreinte d'une parfaite compréhension du mouvement libertaire espagnol tout en restant l'authentique organe révolutionnaire et libertaire. Quoique lu dans les colonnes de nos journaux cette défense acharnée de notre sol, ces appels à la constitution d'une forte armée du peuple, ces demandes d'augmentations d'heures de travail et ces affiches demandant au paysan de creuser plus profondément ses sillons pour que la semence sorte plus saine, nécessité une grande compréhension.

Nous appelons à l'unité d'action, nos hommes dans l'armée se confondent avec les militants professionnels, nous renouons c'est certain à beaucoup de choses et le plus douloureux, c'est que la politique compromettait gravement la situation espagnole. Oui, tout cela est exact. Et parce que le peuple comprend que nous sommes les plus raisonnables et parce qu'il sait que nous ne sommes pas de ces policiers qui offrent et trompent, voyant que nous travaillons véritablement avec un contenu de réalités non comprises par les autres que les travailleurs espagnols se tournent vers nous comprenant que des anarchistes, et d'eux seuls, dépend la victoire de l'antifascisme espagnol.

Vous comprenez tout cela et l'effort que vous faites pour le comprendre mérite notre remerciement le plus sincère.

Sub. sector Almdudvar 2-11-37 comisario de guerra.

JOSE CABANAS.

L' "Independent Labour Party" proteste contre les emprisonnements des antifascistes en Espagne

L'odieuse répression qui sévit en Espagne gouvernementale contre les meilleurs combattants antifascistes soulève l'indignation de tous les militants révolutionnaires à travers le monde.

L'Independent Labour Party a élevé à différentes reprises sa protestation ; déjà plusieurs de ses militants se sont rendus en délégation pour enquêter sur le sort des antifascistes emprisonnés.

Aujourd'hui les journaux nous apprennent qu'un de ses membres, Mr Goven, député, mandaté par son parti se rend à Barcelone auprès de Négrin pour réclamer une amnistie complète de tous les emprisonnés antifascistes, afin de permettre que le Front antifasciste qui s'était constitué au lendemain du 19 juillet puisse se reconstituer.

L'avenir de la lutte en Espagne en dépend.

Réjouissons-nous de ces protestations, et continuons notre action pour que cesse cette ignoble répression qui ne profite qu'à Franco.

Le gouvernement stalin-bourgeois de Négrin doit comprendre que tous les véritables révolutionnaires sont décidés à dénoncer devant la classe ouvrière internationale sa criminelle politique.

ETRANGES SYNDICALISTES...

Au congrès de l'U.G.T. de Catalogne, des délégués demandent la suppression du contrôle syndical

On sait que la direction de l'U.G.T. de Catalogne est à peu près complètement dans les mains du P.S.U.C. Celui-ci y continue sa politique de réaction sociale et de recul révolutionnaire.

Au congrès de l'U.G.T. qui s'est tenu ces temps derniers à Barcelone, un nommé Ruiz Poussetti a proposé que soient substitués aux délégués des syndicats dans les usines, des délégués de fabriques qui « défendent les intérêts ouvriers devant les conseils d'entreprises ». Cette proposition démagogique consistait en fait à éliminer de l'entreprise le contrôle des syndicats.

Elle eût brisé le lien qui unit entre elles les différentes entreprises d'une même branche. Il est à noter que les délégués — à part ceux des techniciens qui sont parfois des anciens patrons — ont repoussé la proposition. C'est un signe du recul de l'influence stalinienne.

Mais il y avait une autre signification à la proposition. Il s'agissait également de réduire le pouvoir économique et social de la C.N.T. en Catalogne. Il est clair que la C.N.T., organe de la Confédération, dans son numéro 17, que c'était en fait une plate-forme d'agitation politique et sociale dirigée contre la C.N.T. Et le journal ajoute : « Si le congrès de l'U.G.T. avait accepté ce projet, dans chaque centre de production de Catalogne eussent surgi les plus lamentables querelles entre les travailleurs de l'une et l'autre organisation syndicale. »

On peut constater une fois de plus le besoin de division de ces soi-disant dirigeants du prolétariat, à qui, dit justement la C.N.T. « les ouvriers, la base », la masse » viennent de donner une leçon significative ».

La célébration à Barcelone de l'anniversaire de la mort de Durruti

Comme nous l'avons rappelé dans notre précédent numéro, il y a eu un an le 20 novembre que Durruti fut tué à Madrid, devant la Cité Universitaire.

L'anniversaire de sa mort a été célébré dans toute l'Espagne républicaine avec un éclat populaire tout particulier qui témoigne de l'attachement du prolétariat espagnol aux idées libertaires. A Barcelone notamment la grande salle de l'Olympia était archi-comble d'une foule qui débordait dans les rues et qui était accourue à l'appel de la C.N.T.-F.A.I. et des Jeunesses Libertiaires.

L'OPPRESSION COLONIALISTE EN INDOCHINE L'AFFAIRE BARDEZ

Depuis douze ans, des malheureux attendent l'amnistie et la fin d'un drame provoqué par les exactions de l'administration coloniale

En 1925, lors d'une tournée de recouvrement des impôts (augmentés de 100 % par le Résident supérieur Baudouin en 1924-1925), Bardez accompagné de deux militaires et du secrétaire interprète Sourn, installé dans un sala (maison commune), fit arrêter des habitants de Krangleou pour retard dans le paiement des impôts et vint de les relâcher quand leur famille aurait payé.

C'était le jour de l'an cambodgien : coutumes et rites sont très respectés par la population khmère, la moindre dérogation prend la valeur d'un sacrilège. Bardez avait-il pressenti le drame sanglant qui allait provoquer ? Le fait est que ce résident avait renvoyé un de ses militaires au chef-lieu de la province pour amener des renforts armés.

Une femme, voyant son mari arrêté, vend ses bijoux et apporte l'argent. Mais Bardez s'oppose à la libération du mari. La femme, épuisée, tire ce dernier par la main pour lui dire de la suivre puisqu'elle a payé. Bardez se lève pour leur barrer la route, en proférant d'ignobles injures et des menaces de mort. Il se produisit alors une bousculade générale ; les gens surexcités se ruèrent sur le résident qui se réfugia dans une pagode située près de là.

Le militaire et le secrétaire sont tués. La foule afflue vers la pagode pour réclamer au bonze la remise de Bardez. En vain le bonze avait-il cherché à calmer les insurgés. Bardez est traîné hors du lieu saint puis tué à la baïonnette.

Quelques heures après, un détachement de militaires arrive sur les lieux, tire sur les habitants de village, tuant hommes, femmes et enfants ou les arrêtant à tout hasard.

Dix-neuf passaient en Cour d'assises après une fort longue instruction du résident-juge Bonnet.

Deux versions s'étaient affrontées : l'administration du Protectorat soutint que c'étaient des pirates qui cherchaient à dé-

pouiller le résident ; d'après la défense, l'émeute était provoquée au contraire :

1° Par une imposition trop lourde ; 2° par des violences de langage et de gestes du résident Bardez un jour sacré et dans les lieux saints ; 3° par le relèvement de sa parole donnée (de relâcher les contribuables après le versement des impôts) ; 4° par son caractère brutal bien connu des indigènes.

Naturellement, l'instruction faite par un résident, adopte la version du banditisme. Après un mois de débats, il fut prouvé par un arrêt de la Cour qu'il n'y avait pas eu de vol qualifié vu que le cadavre de Bardez a été trouvé avec sa montre et sa chaîne en or et, dans sa poche, 250 piastres en billets de banque. (Déposition de M. Chassaign, inspecteur des affaires politiques, témoin à charge).

La Cour était, comme aujourd'hui, composée de trois magistrats français et de deux assesseurs cambodgiens. (La carrière des magistrats dépend du Gouvernement général, celle des assesseurs dépend de la Résidence supérieure). Les assesseurs indigènes étaient deux gouverneurs qui, par la suite, ont mal tourné (l'un d'eux, Hoi-Yéa, a été condamné à dix ans de prison pour détournement de deniers publics et concussion, puis gracié au bout de cinq ans de peine).

Le verdict : deux condamnations à mort : celles de Oum Chnoum et de Péou, treize condamnations aux travaux forcés, les uns de 10 à 15 ans, les autres à perpétuité.

Quatre acquittements. Le président de la Cour a signé immédiatement après le verdict une demande de commutation des peines adressée au président de la République, appuyée par un avis favorable de la Résidence supérieure qui craignait un soubresaut d'indignation populaire.

Les deux condamnations à mort ont été commuées en travaux forcés à perpétuité. Avant le verdict, Péou que l'administration considérait comme le principal cou-

Derrière les grilles de la contre-révolution

Je suis un de ces nombreux révolutionnaires, qui, ici derrière les grilles, nous désespérons de notre impuissance forcée, tandis que nous assistons à la crucifixion de la Révolution par ce gangstérisme politique et policier, qui, aujourd'hui, ronge et détruit peu à peu méthodiquement, suivant un plan machiavéliquement préparé, les conquêtes révolutionnaires du peuple. Pour quoi suis-je détenu ? Précisément parce que je suis révolutionnaire comme tous ces cinq cents prisonniers « sociaux » qu'il y a dans cette prison, mais qui ne représentent qu'une minime partie des milliers qu'il y a dans toute l'Espagne républicaine.

Mon crime ? Très simple. Je me trouvais dans les environs d'un syndicat ouvrier que la force armée, guidée par la Tcheka, assaillait avec toutes sortes d'armements : fusils, bombes, mitrailleuses, etc. L'on me demande mes papiers, je les présente. Tout est en règle, mais il y a parmi eux un carnet de la C.N.T. Voilà tout mon crime. Mais c'est un crime très grave, c'est le crime maximum aux yeux de la contre-révolution communiste et bourgeoise d'appartenir à une organisation révolutionnaire par excellence. Ces cinq cents autres prisonniers sont coupables du même délit, de faire partie de cette organisation contre laquelle la Tcheka est déchaînée, ils sont ici aujourd'hui pour s'opposer à ce que la contre-révolution soumette aujourd'hui le prolétariat espagnol à un esclavage semblable à celui auquel voulaient nous soumettre les fascistes. Il y a maintenant plus d'un mois que je suis en prison. Quand me libérera-t-on ? La Tcheka n'est pas habituée à dire à ses victimes ce qu'elle veut faire d'elles. Mes cinq cents camarades ne le savent pas non plus ; notre destin est incertain. Nous resterons ici jusqu'à ce que les brutes qui se sont emparées de la vie du peuple avec leurs violences, leurs cruautés et leurs crimes contre les travailleurs révolutionnaires en aient assez de nous garder.

SA MAJESTE LA TCHEKA

Disons-le tout de suite : la Tcheka ici, dans l'ordre politique, c'est l'autorité maximum ; dans l'engrenage de l'Etat, son pouvoir est suprême. Au-dessus du gouvernement, au-dessus des ministres, son action est la loi. Aucun des membres du gouvernement n'ose lui résister. Elle met en prison qui bon lui semble, détruit les syndicats, détruit les collectivités ouvrières et paysannes, vole, séquestre, fait disparaître des révolutionnaires, les assassine et ne rend de comptes à personne. La loi, la préservation de l'ordre républicain-bourgeois est ce qui lui sert d'excuse pour perpétrer impunément ses actions criminelles.

Qui compose cette Tcheka ? Nous ne le dirons que rétrospectivement : tous les éléments réactionnaires et fascistes de l'Espagne républicaine. Si on l'appelle la cinquième colonne, le nom lui irait parfaitement pour qualifier exactement l'œuvre contre-révolutionnaire qu'elle est en train d'exécuter en faveur de la bourgeoisie, et indirectement de Franco.

Il y a ici en prison des hommes que non seulement on emprisonne, mais à qui on vole tout : argent et linge. Il y eut des policiers qui envahirent le domicile de camarades, les emprisonnèrent, pillèrent tout ce qui représentait quelque valeur, et sortirent ensuite vêtus avec les vêtements de leurs victimes. Ici, il y a deux camarades que les policiers de la Préfecture dévalisèrent de 1.500 et 1.330 pesetas. Il y a quatre mois qu'ils sont ici reclus, et toutes leurs réclamations sont restées vaines.

Voici l'humilité de la Tcheka communiste et des cas semblables sont extrêmement nombreux.

Cette Tcheka communiste : une bande de voleurs et d'assassins qui poignardent la révolution.

Derrière les grilles, je relaterai cependant son œuvre néfaste, parce que la dénoncer, c'est démasquer la trahison la plus colossale et la plus révoltante trahison qui aient eu lieu contre le prolétariat. Je révélerai la nature de cette contre-révolution et ses sympathies ouvertes pour les éléments fascistes et bourgeois, ainsi que nous pouvons l'observer et que nous voyons tous les jours dans cette prison. Tandis que nous remplissons ces prisons, on libère les fascistes.

STATISTIQUE SIGNIFICATIVE A LA "LECHERA"

Dès que la Tcheka commença à fonctionner ouvertement, l'on nota tout de suite les résultats de son œuvre : les prisons ne suffirent plus, il fallait en créer de nouvelles. L'hôtel Falcon transformé en prison en est une. La Lechera en est une autre. Il y en a une douzaine de plus, publiques et clandestines. Elles sont toutes pleines de révolutionnaires ; avec le nombre des prisonniers augmentent les forces répressives de la Tcheka. Des milliers et milliers de cartes d'assaut, indicateurs, espions, provocateurs, envahissent tout, occupent tout. L'on déluge à coups de revolver les ouvriers de leurs organisations, pour y mettre cette bande, ces canailles. Pour les consciences libres, pour les révolutionnaires, l'air est chaque jour plus irrespirable.

C'est une tragédie pour le peuple espagnol, la peste stalinienne a pris racine dans ce sol baigné de tant de tragédies déjà. C'est le pire qui pouvait arriver à côté de la tragédie de Franco. Deux tyrannies qui en finiront avec ce peuple brave, héroïque, idéaliste.

Après m'avoir emmené au quartier général de la Tcheka, calle del Angel, si tristement fameux, l'on m'emmena à la préfecture. Après un interrogatoire purement de formalité, l'on m'enferma à la Lechera. Deux jours plus tard, à une heure du matin, l'on me fit interroger par un commissaire. A ma demande de la cause de ma détention, le commissaire me déclara qu'il n'y avait aucune inculpation spécifique contre moi, que l'on me mettrait en liberté le même jour. Après un mois, je suis toujours incarcéré.

Entrant à la Lechera, je trouvais 42 prisonniers. Durant la nuit, le chiffre montait à 65. De ceux-ci, il y avait 60 de la C.N.T.-F.A.I. et des Jeunesses Libertiaires, — deux de l'Etat Catala — l'on offrit à l'un de ceux-ci d'entrer dans la Tcheka (quoiqu'il soit ici comme spéculateur) quelques-uns de l'U.G.T. comme déserteurs, accapareurs, etc., quelques-uns sans parti et un du P.S.U.C. pour port illégal d'uniforme. Les libertaires étaient là pour leur affiliation à leurs organisations et pour avoir traité les fics de quelques noms peu plaisants à entendre. Pour la même raison, une douzaine de camarades femmes étaient détenues dans les cachots de la préfecture. Parmi les hommes, il y a six mutilés de guerre.

CEUX QU'ON NOMME LES TRAVAILLEURS DE L'U.G.T. ET DU P.S.U.C.

Quelques jours après mon arrivée à la Lechera, les prisonniers étaient déjà 143. Les derniers entrés furent 26 « alpinistes », deux jours avant il en était entré 24. On appelle ainsi les déserteurs qui cherchent à passer en France en traversant les Pyrénées.

Qui sont ces déserteurs ? Leurs vêtements le disent tout de suite : s'ils viennent en chaussons, avec de pauvres vêtements et des mains calleuses, ils sont de la C.N.T. ; s'ils arrivent avec de bonnes chaussures, de beaux vêtements et les mains fines ils sont de l'U.G.T. du P.S.U.C. et autres partis républicains. L'aspect ne trompe jamais. Vous pourrez parfois en trouver un de la C.N.T. bien vêtu (l'administration des Industries a créé des bureaucrates), mais ce qui serait rare à Barcelone c'est de trouver des gens du P.S.U.C. en chaussons et les mains calleuses. Tout le monde s'étonnerait.

Il y a deux espèces de déserteurs : les anarchistes et les autres. Les anarchistes sont les quelques-uns — rares en vérité — qui pensent que la guerre doit maintenant se faire à la contre-révolution de l'arrière ; et les autres un nombre toujours croissant appartenant à l'U.G.T. et au P.S.U.C., à la Esquerra et à l'Etat Catala, par faiblesse ou sympathie au fascisme. Ceux des uns qui ne se présentent pas à l'appel restent à travailler pour la guerre dans les ateliers, les autres se sauvent en France et parfois certains retournent de là chez Franco. Il y a aussi une troisième catégorie, les étrangers qui fuient des brigades internationales, moins par fatigue que pour ne pas supporter davantage les méthodes autoritaires et canailles du commandement communiste. Venu enthousiaste en Espagne, ils s'en retournent haïssant à mort les communistes. A la Lechera vinrent un Allemand, deux Français et trois Anglais. Les Anglais me contèrent leur histoire de neuf mois de front sans un jour de permission à l'arrière pour ceux qui ne se soumettaient pas complètement aux volontés du parti communiste ; ils ne voulaient pas se laisser tromper par la systématique campagne antianarchiste que les leaders leur faisaient. Parmi les Français, l'un a 16 ans et fut cinq mois sur le front luttant avec la division Karl Marx. Il a deux frères volontaires dans des divisions communistes. L'autre Français est quatre frères volontaires tués et lui blessé plusieurs fois. Ils furent tous arrêtés et détenus comme criminels pour vouloir revenir dans leur pays. Cette dernière mésaventure vient de leur démontrer définitivement le rôle criminel et contre-révolutionnaire qu'ils haïssent tous maintenant.

Des vingt-quatre premiers « alpinistes », il y en avait 16 du P.S.U.C., plus sans parti et quelques républicains. Entre tous, ils portaient sur eux neuf cent mille pesetas. Aucun ouvrier parmi eux.

Des 26 derniers la proportion était un peu inférieure quant à l'U.G.T. et le P.S.U.C., en comparaison avec ceux de la Esquerra et de l'Etat Catala, mais il n'y en avait aucun de la C.N.T. En plus, une énorme somme en argent, ils avaient trouvé une forme ingénieuse pour transporter de l'or, le fondant en boutons et autres ornements.

(A suivre.)

Un emprisonné

Du pamphlet de Boukharine à la main tendue

Voici sept ans, paraissait une brochure éditée par le bureau d'édition, situé alors au 132, du faubourg Saint-Denis, diffusée par le Parti communiste et intitulée : « Réponse au Pape. Le Pamphlet de Boukharine. »

Cette brochure de 0 fr. 50, tirée à de nombreux exemplaires, est encore aujourd'hui d'actualité. Bourrée de vérités historiques, son auteur, membre influent du P. C., de l'Internationale Communiste, du Comité Révolutionnaire, ne cachait pas sa pensée. Tous les ouvriers qui considéraient l'Eglise comme une maison d'abrutissement des cerveaux, lisaient et relisaient le « Pamphlet » de Boukharine. Il était l'expression de la lutte contre un des agents (et non des moindres) du capitalisme outrancier.

Je rappellerai certains textes de cette brochure pour comparer ensuite l'anticléricalisme d'aujourd'hui, à la politique de la main tendue aux catholiques d'aujourd'hui.

Critiquant l'Union anticommuniste internationale, l'auteur écrivait (page 1 et 2) : « Cardinaux romains et faux monnayeurs géorgiens, généraux des différents états-majors et prêtres des différents dieux et Eglises, lords britanniques et usuriers français, grasses bedaines américaines et évêques de l'Eglise anglicane, sénateurs de Washington et ducs suédois, professeurs et cocottes, sicaires de la police et jusqu'au Saint-Père de Rome en personne, le représentant des apôtres et de Dieu, le prince infallible de l'Eglise, tous prêchent : « la vraie croisée spirituelle de la civilisation contre la barbarie. »

« Et voilà que l'heure de la vengeance a sonné. Le pape pise avec zèle dans les colonnes de la pire presse boulevardière les horreurs sanglantes inventées par les pluri-misérables et dont le troupeau des bourgeois se gèle à en vomir ; il dresse le bilan des prêtres martyrisés, donne la bénédiction à ses guerriers, condamne « les oppresseurs de la religion » et s'élève vraiment à des hauteurs vertigineuses de l'emphase historique. Ah ! comme il s'en donne à cœur-joie !

« Les organisateurs de la campagne athée et du front antireligieux veulent avant tout faire dégénérer la jeunesse en profitant de sa naïveté et de son manque d'expérience. »

Rappelant les « papiers d'identité et historiques » de Sa Sainteté, l'auteur écrivait (pages 3 et 4) :

« Vers le milieu du neuvième siècle, surgit une foule de documents faux, parmi lesquels ce que l'on appelle les « Fausse Décretales », qui furent propagées avec le plus grand zèle. Ces collections de décrets falsifiés attestèrent que le pape était, ni plus ni moins le « souverain du monde entier ». Cette falsification crapuleuse fut démasquée comme telle. »

« Ainsi déjà, au point de départ de l'existence papale, il y a du sang et de l'ordure, la guerre et la falsification, qui soulèvent de leurs éboulis tout le développement ultérieur de cette triste institution. »

« Les Saints-Pères se sont créés une vaste théorie scolastique qui, pareille à un étan, serre dans ses bras de fer rouillés les cerveaux malheureux de tous les serviteurs de l'Eglise catholique. »

Puis citant la théorie formulée à la fin du treizième siècle, par Thomas d'Aquin dans sa « somme théologique » et dont la lecture fut décidée obligatoire par l'encyclopédie du pape Léon XIII, le 4 août 1879, l'auteur écrit (page 5) :

« Or, que trouvons-nous dans cette docte somme quant à la tolérance, la liberté de conscience et autres bonnes choses dont s'arme maintenant Pie-le-Courageux : « L'hérésie est un péché pour lequel le coupable doit non seulement être excommunié, mais éloigné de ce monde par la mort. »

« Les papes avec leur Inquisition, leurs Jésuites, leurs « croisés », leur sauvage extermination d'« hérétiques », avec leur avidité, leur débâche, leur vénalité et leurs intrigues ne sauront esquiver le tribunal impartial de l'Histoire. »

Puis, rappelant les méthodes de civilisation de l'Eglise, l'auteur continue (page 6) : « L'Eglise catholique a sévi dans presque toute l'Europe par le fer et par le feu. Elle a, de plus, pareille à une saute-elle vorace, étendu ses pattes sur le monde entier, elle a été l'instigatrice des bestialités dans les colonies, elle a sévi comme assassin des peuples, et cela d'une manière d'autant plus ignoble qu'elle a couvert les orgies sanglantes du capitalisme commercial du manteau de « l'amour et de la miséricorde ». »

« Mais les chacals papaux, à commencer par les petits gajats de l'Inquisition, les mouchards, les messagers, les dénonciateurs, les « bravi », jusqu'aux « grands inquisiteurs » et « généraux » de l'Ordre des Jésuites, jusqu'aux évêques et papes eux-mêmes, continueront à vivre dans le cœur de l'humanité comme souvenir nauséabond des cruautés de la barbarie historique. »

(Pages 7 et 8) : « La Sainte-Inquisition, dont le nom est devenu une insulte odieuse, cet instrument puissant aux mains des papes, qui a élaboré un système raffiné de tortures morales et physiques : l'épreuve de l'eau, l'écartèlement, les bûchers, la suspension au cou de la victime d'un sac rempli de poudre (perfectionnement technique appliqué après la découverte de la poudre !), c'est-à-dire la combinaison du bûcher avec la faire-sauter en l'air ; les instruments de tortures en fer, en acier et en bois, qu'il fallait pour ces ignominies, quelle émanation lugubre et sanglante n'exhalent-ils pas, tous ces actes honorables des vénérables pères de l'Eglise ! »

L'historien J. Bohmer, très favorable au jésuitisme, écrit : « Ses rangs commencent à se compléter presque exclusivement des couches de l'aristocratie au pouvoir, de la richesse et du monde cultivé. Il va de soi que, comprenant l'élite de la société, l'Ordre est largement subventionné... Le peuple ne le désire nulle part, bien que partout où l'Ordre a déjà pris racine, le peuple admette qu'il le secoure. »

Critiquant les accusations lancées par l'Eglise contre le communisme qui corrompt la jeunesse, combat le progrès, la science, Boukharine écrit (page 11) :

« Les bolchéviks empoisonnent la jeunesse quand ils la mènent dans la lutte contre la superstition médiévale. Mais les papes et jésuites romains « éduquent » la jeunesse en en faisant des cadavres. »

« Les bolchéviks enseignent le péché à la jeunesse ! Et le « péché mortel » est le matérialisme. »

Puis, parlant des vols et des raptés de l'Eglise au profit du capitalisme, l'auteur écrit (page 17) :

« La lutte pour la « terre sainte », la lutte pour la conquête des colonies (sous le mot d'ordre de la lutte pour le christianisme). Ils ont accompagné les campagnes de brigandage des pillards espagnols et portugais en Amérique et aux Indes ; ils se sont rendus en Afrique et en Chine et ont préparé l'esclavage des colonies ; ils se sont servis de toutes les méthodes ; ils ont pris la part la plus directe aux massacres ; ils ont brûlé et massacré des villages entiers de païens ; ils se sont fait passer eux-mêmes comme des « semi-païens » pour gagner la confiance des mécréants. Ils ont menti et simulé, ils ont organisé des croisades et des expéditions commerciales de brigandages, en récoltant la haine des indigènes et la sympathie qui a fait pourrir, en premier lieu, quelques générations de papes. »

S'élevant contre les accusations de l'Eglise « de la morale pétiennée par les bolchéviks », l'auteur conclut :

« Oui, nous piétons la « morale » des papes. Notre jeunesse, et avant tout ses détachements prolétaires, fera tout son possible pour que la terre ne produise plus jamais et nulle part, des monstres aussi venimeux que les Sixte, Léon, César et Alexandre. »

« Le pavillon du pape est le drapeau de la contre-révolution capitaliste, le drapeau de l'assujettissement de la classe ouvrière et des pauvres de tous les pays, le drapeau de nouvelles luttes sanglantes au nom du capital. »

Parlant des buts des ouvriers soviétiques, Boukharine écrit :

« Ils préparent la route de l'édification d'une nouvelle société socialiste où il n'y aura ni capitaliste, ni exploitation, ni pape, ni pope : A bas le capitalisme ! A bas le pape et tous ses archépiscopes ! »

La brochure se termine enfin par un appel au Parti Communiste, rédigé ainsi :

« A tous les travailleurs !
« Pie XI et le socialiste Rosenfeld, Tardieu et le socialiste Mac Donald, Mussolini et le socialiste Müller, Pilsudski et le socialiste de gauche », Léon Blum, tous sont unis dans une haine commune contre l'Union Soviétique. »

« Travailleurs ! Opposez à ce bloc antiso-viétique, votre front unique de classe !
« Montez la garde autour du pays des Soviets menacé par les impérialistes et leurs valets socialistes !
« Obligez-les, par la lutte, à mettre bas les pattes devant l'U. R. S. S. »

Autre temps, autres mœurs ! Le 26 octobre, Thorez prononçait un discours sur la politique de la main tendue aux catholiques, abaissant définitivement le voile, qui recouvrait encore la marchandise. Que de changements en peu d'années ! Et quels arguments ! Le principal est la nécessité de l'union entre les Français pour lutter contre le fascisme international. Qu'importe si ces Français sont eux-mêmes croix de feu, qu'importe s'ils viennent d'horizons politiques opposés, le principal est de faire (comme me le disait un camarade de travail) des adhésions et partout de réaliser l'union de la nation française.

Thorez donc, pour obtenir ces résultats, recommande « la main tendue ». Il donne des citations d'auteurs prolétaires, petits-bourgeois, de prêtres et de papes. Il cite des écrits de Lénine (qui selon mon camarade déjà cité, était et serait resté trop anarchiste) dont l'un dit : « Proclamer la guerre à la religion, comme tâche politique du parti ouvrier n'est qu'une phase anarchiste. » Lénine à l'époque où il écrivait « comme tâche du parti ouvrier, etc. » n'était pas encore qualifié pour écrire « comme tâche du parti communiste » seul parti qui lui eût donné et dont il fut le chef depuis 1917.

Puis, Pie XI, pape comme tous les papes, ni meilleur ni plus mauvais que ses prédécesseurs, est pris en exemple et cité, pour les besoins de la cause, ce qui permet à Thorez de s'écrier que : « Pie XI était contre la concentration des richesses et du pouvoir entre les mains de quelques individus », paroles révolutionnaires, affirme-t-il ! Elles l'étaient, en effet, mais pour les besoins de la cause, dans l'espoir que la Russie Soviétique n'abolirait pas les privilèges du clergé, mais comme Lénine quoi qu'on dise, considérait l'Eglise comme un rouage nuisible à l'émancipation du prolétariat, il décidait la fermeture des lieux saints, ce qui faisait écrire à Paul Scheffer dans le Berliner Tageblatt du 14 février 1930 : « La forme de l'Eglise orthodoxe fut brisée par la révolution de 1917. Après une préparation millénaire, le moment de l'unification des deux grandes communautés chrétiennes semblait être venu, l'une se trouvant être apparemment sans direction... L'espoir que l'unification deviendrait possible dans l'Eglise Soviétique, doit être considéré comme un motif capital de l'attitude tolérante et tenacement patiente de Pie XI vis-à-vis du régime bolchévick. Cet espoir est maintenant définitivement enterré, du moins tant que durera l'Eglise Soviétique. »

A la suite de ces déceptions, Pie XI leva le bouclier contre « la morale pétiennée par les bolchéviks ». Le jeu des citations est souvent néfaste à celui qui les emploie, mais il laisse cependant croire pour un moment à la véracité des déclarations lancées pour des besoins momentanés. Peut-on également oublier que ce sont les papes qui lançaient les Russes Blancs à l'attaque contre les révolutionnaires sous le couvert de la croix, peut-on oublier que c'est le clergé qui menait les phalanges espagnoles à l'attaque contre les républicains, peut-on oublier que chaque jour, dans les rues des

villes et des campagnes françaises, nous rencontrons des formations boy-scouts dirigées par des prêtres et qui sont des formations de choc au profit du fascisme contre le prolétariat et que les deux exemples cités par Thorez relatifs à « des bons vieux curés de province », sont des exemples de 2 au 1.000.

Et ces rares exceptions ne suffisent vraiment pas à rendre l'ensemble acceptable.

REUNIONS ET CONFERENCE DE LA SEMAINE

VENDREDI 26 Paris III-V

Salle des J. L. R., 10, rue Dupetit-Thouars :
LA PATRIE, CE MENSONGE
Orateurs : Douteau, Paterni.

SAMEDI 27 Valenton

Salle du Coteau, à 20 h. 30.
CONTRE LES 2 ANS ET LE MILITARISME
Orateurs : Servant, Ringas, Barzangette.

Bicêtre

Salle du Bas, Mairie de Bicêtre, à 20 h. 30
LA RELIGION, OPIUM DU PEUPLE COMMENT LES ANARCHISTES TENDENT LA MAIN AUX CATHOLIQUES
Orateurs : Paterni, Douteau.

Entrée : 0 fr. 95.

MERCREDI 1 Bicêtre

ateliers du Métro
17 h. 30, au Chat qui fume, 6, avenue de Fontainebleau.

CE QUE SONT ET CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateur : Frémont.

Paris XX

A 20 h. 30, chez Lejeune, 67, rue Ménilmontant.

LA FRANCE AUX FRANÇAIS ?...

Orateur : Aurèle Paterni.

JEUDI 2 Villeneuve-S-Geor.

Salle Olivier, à 20 h. 30.

CONTRE LES 2 ANS ET LE MILITARISME

Orateurs : Goudry, Servant.

SAMEDI 4 Paris XIII

A 20 h. 30, Salle Cambrenus, bd Arago.

CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES

Orateurs : Ringas, Servant.

CHEZ LES CHEMINOTS

Justice totale pour les victimes des magnats du rail

Le syndicat des Cheminots de Paris-Nord avait organisé le mercredi 10 novembre un « grand vin d'honneur » à l'intention des réintégrés pour fêter « la victoire obtenue contre la bourgeoisie et le patronat du rail ».

L'invitation ajoutait que c'était en même temps pour prendre contact et resserrer les liens de fraternité entre ceux qui résident dans les services et les jeunes venus depuis 1920.

La curiosité autant que l'étonnement avait amené un assez grand nombre de réintégrés, hommes et femmes ; tous savaient comment les réintégrés avaient été obligés d'avoir la fusion sans que les deux fédérations d'alors y soient pour quelque chose et personne ne pouvait considérer comme une victoire l'annulation votée par le Sénat qui n'acceptait même pas de rendre obligatoires les réintégrations de stagiaires.

On ne peut en effet, décemment, considérer l'annulation comme une victoire, quand nos vieux camarades touchent une pension différée de 1 à 4 francs par jour, quand ceux qui n'avaient pas atteint 15 années de versement n'ont pas été autorisés à la compléter pour ne pas avoir droit à leur proportionnelle, quand les veuves et des orphelins continuent d'être victimes de l'exercice d'un droit sanctionné par la loi de 1884 et tant que les réintégrés n'auront pas été replacés pour la détermination de leur droit à pension, à égalité avec leurs camarades réintégrés du réseau Etat et que subsistera dans leur carrière un trou de quatorze années.

C'est ce que fit remarquer notre vieux camarade Thys qui malgré ses 70 ans n'avait pas craint de se déplacer pour venir nous dire ce qu'il pensait de l'action syndicale et fédérale de nos jours, et qui mit en parallèle celle que nous avons menée en faveur des révoqués de 1910 ; il décocha quelques flèches acérées à l'intention de quelques bien placés de notre fédération et la compara au ministère des Travaux publics : en bref, il eut son franc parler et nous fit revivre un moment du syndicalisme indépendant, osant dire ce qu'il pense, même quand cela ne doit pas faire plaisir.

Il se peut que les représentants de la Fédération et du Syndicat ne furent pas très satisfaits, en revanche, tous les révoqués marquèrent leur approbation par des applaudissements unanimes, qui n'étaient pas de commande, aux justes paroles qui furent prononcées par notre camarade.

Il y a longtemps que le premier contact est lieu avec nos camarades dirigeants, ils connaissent nos revendications : elles restent entières ; si l'on veut sincèrement « resserrer les liens de fraternité », il faudra faire un peu plus pour les révoqués que l'on n'a fait jusqu'à ce jour et l'annulation pourra alors être considérée comme une victoire.

villes et des campagnes françaises, nous rencontrons des formations boy-scouts dirigées par des prêtres et qui sont des formations de choc au profit du fascisme contre le prolétariat et que les deux exemples cités par Thorez relatifs à « des bons vieux curés de province », sont des exemples de 2 au 1.000.

Et ces rares exceptions ne suffisent vraiment pas à rendre l'ensemble acceptable.

GAROTE.

Jeunesse Anarchiste Communiste

ENSEIGNEMENTS DE LA LUTTE ACTUELLE ENTRE J. S. ET J. C.

La tension est de plus en plus grande entre les jeunes communistes et les jeunes socialistes. Nous n'allons pas une fois de plus, revenir sur des détails qui sont pourtant de nouveau soulevés par Bernard Chochoy, secrétaire national des jeunes socialistes (S.F.I.O.) dans un récent article du « Populaire ».

Examinons plutôt le passé des deux organisations sœurs qui vivent pour le moment en mauvaise intelligence et prenons-en note pour l'avenir. Pourquoi les jeunes socialistes ne peuvent-elles pas fusionner avec les jeunes communistes ?

Leurs genres de lutte et d'action ont toujours été différents et le sont restés malgré les différentes concessions faites de part et d'autre et à cause de l'avènement du Front Populaire.

La jeunesse socialiste qui a été créée peu après la scission de Tours n'a pas eu jusqu'en 1934 une vie oppositive à celle de la S. F. I. O. Les jeunes socialistes suivaient les mots d'ordre de leur parti, savaient être révolutionnaires à l'occasion, étaient en bons doctrinaires leurs maîtres, Marx, Engels, Liebknecht quelquefois pour excuser certaines positions par trop opportunistes.

Jusqu'à cette même époque les jeunes communistes n'avaient guère de difficultés pour dénoncer les sociaux démocrates, les valets de la bourgeoisie, tous ces réformistes bons serviteurs du capitalisme.

De même que leurs frères actuels, les jeunes communistes quoique membres d'une fédération de l'U. C. I. officiellement indépendante du Parti communiste, suivaient sans réserve la politique de leurs aînés et étaient chargés de mettre en pratique les mots d'ordre révolutionnaires de leur organisation.

Les uns et les autres étaient organisés en soldats milices de combat, mais alors que les jeunes gardes socialistes étaient chargés des services d'ordre, de parader dans les meetings, les jeunes communistes quoique semblant moins militaires étaient des éléments combattifs qui faisaient leurs preuves dans les bagarres contre les fascistes et dans leur action au sein des casernes.

Nous n'allons pas éplucher sur l'efficacité relative des résultats obtenus, ni sur le sort des pauvres bourgeois qui sont actuellement aux « bat d'af » pour avoir écouté trop naïvement les conseils de ceux qui aujourd'hui se réclament de la révolution (plus dangereuse que la dynamique ou la tolérance).

Arrivons donc à cette année 1934 que nous avons citée tout à l'heure et qui provoqua une transformation non seulement dans la jeunesse socialiste mais aussi dans l'U. C. I.

Les jeunes avaient pris de l'âge et étaient entrés au parti communiste, l'opposition au sein de ce parti qui prit une certaine puissance du fait de la politique de l'U. R. S. S., provoqua le retrait de certains éléments jeunes qui furent accueillis du fait de la scission avec les nés, au sein de la S. F. I. O. en même temps que leurs aînés, plus ou moins bolchéviks-léninistes.

C'est donc depuis 1934 que les jeunes communistes cherchent le mode de leur recrutement, que les jeunes socialistes prirent une position révolutionnaire irréductible.

Les faits qui suivirent sont trop récents pour que nous insistions, scission à Lille, scission à Creil pour les jeunes socialistes, transformation en cercles de loisirs des anciennes cellules de combat.

Ainsi nous nous apercevons que si les jeunes

communistes d'aujourd'hui ne sont plus du tout les continuateurs de leurs aînés, les jeunes socialistes n'ont nullement changé. Débarassés des nombreux éléments par trop révolutionnaires qui maintenant sont dans les organisations d'avant-garde, les jeunes S. F. I. O. peuvent reprendre leur position traditionnelle qui au point de vue politique mène facilement au pouvoir.

Pour un observateur objectif, la position de notre organisation semble tenir ainsi compte des erreurs de la jeunesse communiste ex-révolutionnaire et de la jeunesse socialiste à démagogie révolutionnaire.

Tenir compte d'une position révolutionnaire, compter sur le fédéralisme et sur la démocratie ouvrière tels doivent être nos principes essentiels. La propagande pour l'organisation devra en même temps que l'étude de la doctrine servir pour tous les jeunes révolutionnaires une importance extrême.

Pas de deux organisations précitées doit nous mettre en garde contre certaines erreurs et nous permettre avec l'aide de tous nos camarades de créer une jeunesse ouvrière organisée prête à la riposte contre les fascistes et les curraillons.

Tous à l'œuvre, P. SERVANT

LE COIN DES ENCASERNÉS

CHEZ LES ZOUAVES A MOURMELON

Nous recevons une lettre de nos jeunes camarades, recrutés du 8^e zouave à Mourmelon. Après un début prometteur, où comme toujours d'ailleurs, le bifteck, alterne avec les frites, il suffit d'un mois pour que le singe s'étire comme du chewing-gum et que les patates s'épluchent toutes seules.

Le décor a changé, ils ont fait connaissance avec la boue crayeuse des ex et futurs champs de carnages. Beaucoup sont déjà à l'hôpital le changement de régime y est pour quelque chose, ou un abus des droits que confèrent quelques sardines, sévit déjà fortement. Trois hommes, ayant mis leurs doigts sur la porte, au lieu du bouton, ont les cheveux coupés à ras — par ordre — du zouave colonel ; novembre est le mois tout trouvé. Rien ne nous surprend, de ces rois de la ficelle patriotique. Ça leur est d'autant plus permis qu'ils ne font qu'exécuter les ordres du sinistre fœdur Daladier...

Courage, nos jeunes camarades. A votre retour vous serez parmi nous, de jour en jour, plus nombreux et plus forts et nous nous ferons toujours l'écho de vos réclamations, nous ne cachons pas des Ceylon, ni des Barbet, à la rubrique militaire. Nous défendrons toujours la révolution de demain qui nous affranchira de cette tutelle héréditaire, que des millions d'imbéciles font vivre.

La tribune de la J. A. C. est ouverte à tous nos camarades soldats. Que tous ceux qui sont capables de nous donner des renseignements, de nous indiquer les brigades subies par les soldats dénoncent les G. D. V. — Nous serons solidaires.

NOTRE LIBRAIRIE

BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salariat, par Kropotkine (suivi de A. Mon Frère le Paysan, par Elisée Reclus).

Anarchisme et Coopération, par Georges Bastien.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grituels.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Educateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Orateur Populaire, les sources de l'éloquence, on devient orateur, conseils aux jeunes, par Sébastien Faure.

L'Anarchie dans l'Evolution Socialiste, par P. Kropotkine.

L'Organisation de la vindicte appelée Justice, par P. Kropotkine.

Le Mariage, le Divorce et l'Union libre, par J. Marestan.

La Question Sociale, position de la question, par S. Faure.

Centralisme et Fédéralisme, par un groupe de syndicalistes.

Elisée Reclus, par Han Ryner.

Les Capitalismes en Guerre, De Brie à la Ruhr, par Rhillon.

L'action anarchiste dans la Révolution, par P. Kropotkine.

Les Incendiaires, par Eugène Vermesch.

L'anarchie et l'Eglise, par Elisée Reclus.

L'idée révolutionnaire dans la Révolution, par Kropotkine.

Réponses aux paroles d'une croyante, par S. Faure.

Parmi nos Pionniers, 26 portraits, 26 pensées par Albin.

EN VENTE AU « LIBERTAIRE »

Le livre de Kléber LEGAY

UN MINEUR FRANÇAIS

CHEZ LES RUSSSES

Un vol. de 125 pages : 4 francs.

Franco : 4 fr. 50.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

Deux preuves de l'existence de Dieu, par S. Faure.

Evolution et Révolution, par Elisée Reclus.

Aux Jeunes gens, par Pierre Kropotkine.

Entre paysans, par E. Malatesta.

Immoralité du mariage, par René Chaugli.

La Morale anarchiste, par Pierre Kropotkine.

L'Amour libre, par Madeleine Vernet.

L'anarchie, par Elisée Reclus.

Le droit d'ignorer l'Etat, par H. Spencer.

L'A. B. C. du Libertaire, par Jules Lermina.

Mathus et l'Anarchisme, par C. L. James.

Les Crimes de Dieu, par Sébastien Faure.

Les endormeurs, par Michel Bakounine.

L'Education de demain, par C. A. Laisant.

Propos subversifs, par Raoul Odin.

La Peste religieuse, par Jean Most.

La Loi et l'Autrité, par Kropotkine.

Communisme et Anarchie, par Kropotkine.

A mon frère le paysan, par Elisée Reclus.

La Rhétorique du peuple, par Raoul Odin.

Le droit à la Paresse, par Paul Lafargue.

La Conquête du Pain, par Kropotkine... 15

Autour d'une Vie, par Kropotkine, 2 volumes... 27

L'Anarchie, sa Philosophie, son Idée, par Kropotkine... 1 50

Dieu et l'Etat,

PARIS-BANLIEUE

PRENDRE NOTE

Dorénavant, toutes les communications de Paris-banlieue et Voix de Province devront être adressées à **ROLLET au Libertaire**. Comme par le passé, elles devront parvenir avant le lundi midi et être timbrées du Groupe. (N'écrite que d'un seul côté de la feuille et à l'encre.)

1^{er} ET 11^e

Les camarades des 1^{er} et 2^e arrondissements sont priés d'être tous présents, ainsi que les sympathisants, à la réunion qui aura lieu, vendredi 26 novembre, à 20 h. 30, 24, rue de l'Arbre-Sec.

Au moment où le P.S.F. et son bulletin des halles font un travail de propagande énorme, il serait bon de se serrer les coudes. Il y a des affiches à coller, des journaux à vendre, des tracts à distribuer.

Nous ne devons pas nous décourager en voyant notre faiblesse ; pas une abstention vendredi : tous les révolutionnaires doivent être là pour aider ceux qui sans cesse paient de leur personne.

Eustache.

V^e ET VI^e

C'est devant une trentaine de camarades que le groupe du 5^e a donné, vendredi 19, chez Vincens, une causerie éducative ; les camarades Ringes et Frémont nous firent tout à tour un long exposé sur « Ce que veulent les anarchistes ».

Plusieurs copains ont demandé quelques précisions à Frémont qui leur a répondu chaque fois avec bonne humeur et courtoisie.

La causerie s'est terminée vers minuit, une petite collecte a été faite au profit du groupe et a rapporté une vingtaine de francs.

Camarades, le groupe de l'U.A. des 5^e et 6^e rappelle encore une fois que ses causeries continueront au moins une fois par mois, y seront discutés différents sujets intéressant tous les camarades.

Nous vous demandons d'être toujours nombreux à nos réunions et à nos adhérents d'apporter d'autres sympathisants ; ici, un gros travail est à faire et nous devons profiter du moment favorable.

Pour les réunions voir la « Vie de l'U.A. ». Le Groupe.

XI^e ET XII^e

A l'appel récent de la Jeunesse Anarchiste des deux groupes du 11^e et du 12^e, plus de vingt camarades ont répondu en assistant à la causerie sur le rôle de l'Union Anarchiste.

Il est à constater que la réunion n'a été annoncée que par le « Libertaire », ce qui prouve bien que nous avons un noyau de sympathisants qui ne tendent qu'à devenir militants.

Nous comptons donc sur tous ceux qui sont venus le 12 novembre et aussi sur ceux qui auraient pu être empêchés.

Grâce à notre action constante, nous donnons à notre quartier, un rôle utile ; nous saurons démontrer aux ouvriers que leur voie de salut n'est pas dans la patrie, mais dans la Révolution.

Donc, camarades, pas d'hésitation, pas de querelles intestines, ni questions de « chapelles », un seul mot d'ordre : « Union contre tous les faiseurs de la Révolution ».

Tous, vendredi 26 « A la petite Choise », 6, rue Saint-Bernard.

ASNIERES

P. E. L.

L'Espagne révolutionnaire agonise par l'indifférence du prolétariat, c'est un fait.

Le Groupe d'Asnières avait donc organisé, vendredi 19, une réunion, 8, rue des Mourinoux, afin de remuer un peu cette indolence.

Malgré l'absence des représentants des partis politiques de gauche d'Asnières, amicalement invités et avec lesquels une controverse utile aurait pu se faire la réunion groupait soixante personnes, fut un succès.

Le camarade Coudry fit l'exposé de la situation en Espagne révolutionnaire montrant avec précision la façon dont on peut sauver le prolétariat espagnol.

Le camarade Paterni fit ensuite le point sur la non intervention à sens unique et les raisons financières qui poussent les démocrates européens à trahir la cause du prolétariat espagnol.

Nos orateurs furent longuement applaudis et eurent la sympathie unanime de la salle. En somme, bonne réunion.

CHAMPIGNY J. A. C.

Les Jeunesses de Champigny constatent que le front populaire, apportant à son début de grands espoirs et quelques réformes partielles, n'a pu améliorer les conditions sociales du monde ouvrier, et que celui-ci est obligé de se soumettre à la politique opportuniste de ses dirigeants, politique néfaste, tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur. Cette politique délégitime, en effet, la lutte contre le grand ennemi de la classe ouvrière, le capitalisme, son véritable ennemi. Aussi, pour reprendre cette lutte de classes, les Jeunesses de Champigny ont constitué un groupe de la J. A. C. leur permettant, le cas échéant, de passer à l'action directe, véritable arme du prolétariat.

Nous faisons appel à toutes les Jeunesses de Champigny pour qu'elles viennent se joindre à nous.

Raymond Aberard.

COLOMBES

Les bobards d'un menteur

Pour ne pas laisser trop pénétrer parmi les chômeurs les bobards mensongers à l'adresse des exclus, il suffit d'y répondre par la vérité, avec preuves à l'appui. Lorsque la précédente C. E. dont étaient membres un certain nombre d'exclus a remis sa démission, la caisse n'était pas de 13 francs, comme veut bien le clamer un jobard, mais de plus de 200 francs. Le constat fut fait en double, dûment signé par quelques démissionnaires et par le contrôle, dont quelques membres font partie de la C. E. actuelle. En plus, 1.200 francs se trouvaient en compte syndical, à la disposition, comme prêt, des chômeurs ayant repris le travail, et, d'autre part, 1.940 francs étaient en dépôt chez moi. Nous parlerons de ce dépôt dans un prochain article, cette question se rapportant à l'écrit de 200 francs auquel fait allusion le calomniateur.

Au moment où des demandes de secours sollicitées par des chômeurs parviennent à la C. E. actuelle, la caisse était vide. Le trésorier (encore en disponibilité parmi nous) avait perdu 300 fr. dans la reconnaissance de l'encaisse citée plus haut. Ayant été mis au courant, ce fut une raison d'interpellation le secrétaire dans une réunion où il s'était procuré l'argent pour les secours, ceux-ci ayant été accordés aux demandeurs par la C. E., sans en avoir référé à l'A. G. Ce fut une question assez embarrassante.

Enfin, puisqu'il faut être parfois brutal dans nos justes déclarations, je faisais remarquer que le trésorier alla jusqu'au manque de pudeur en sollicitant les suffrages des chômeurs, alors qu'il avait sur la conscience une part d'argent appartenant à ces derniers et n'en avait pas rendu par l'intérêt lui-même.

Tout ceci mis au point, c'est avec de tels procédés qu'on espère nous discréditer, ce n'est pas encore à la veille d'être fait, que les ca-

lonniateurs continuent dans la même voie : les faits dévolés par écrit seront alors très intéressants.

L'Exclu.

COURBEVOIE-LA GARENNE

Devant le manque de résultats positifs du groupe de synthèse anarchiste constitué il y a quelque temps, nous allons former un groupe d'adhérents à l'U. A.

Nous demandons à tous les adhérents et sympathisants de l'organisation, d'être présents à la réunion, le vendredi 26 novembre, à 20 h. 30, chez François, 7, avenue Marceau, Courbevoie.

Nous envisagerons le travail à effectuer dans la localité et prendrons nos dispositions pour le mener à bien envers et contre tous.

A. Lagier.

MONTGERON-YERRES-BRUNOY

Pour la première fois, à Brunoy (municipalité réactionnaire), la parole anarchiste s'est faite entendre vendredi dernier.

Devant une cinquantaine d'auditeurs, presque tous « Front populaire », nos camarades Servant et Douteau ont exposé la position de l'U. A. Servant s'est surtout préoccupé de montrer à l'assistance la trahison des partis politiques d'extrême gauche et l'attitude équivoque de la Russie vis-à-vis de l'Espagne prolétarienne.

Douteau, dans un langage imagé, a fait litière de toutes les calomnies déversées sur notre compte et a prononcé une violente diatribe contre la propriété et la patrie.

Il insista également pour que les travailleurs se débarrassent de tous les pantins qui les conduisent dans les bras du Capital, et emploient, pour se libérer du joug de la bourgeoisie, la seule arme qui a fait ses preuves : l'action directe.

Un contradicteur, plutôt comique, essaya de nous faire croire que le prolétariat n'était pas assez grand pour se conduire lui-même, et que, n'acceptant aucune directive qui ne viendrait pas de la base, nous étions voués à l'échec.

Notre camarade répondit comme il se devait, et, sur la question plus sérieuse d'un autre auditeur, lui demandant quelle serait la position de l'U. A. en cas de guerre contre l'Allemagne, Douteau n'hésita pas à répondre que les anarchistes n'étaient pas prêts à mourir pour les capitalistes français et allemands.

En somme, bonne réunion pour cette petite ville. Ce succès nous encourage et nous invitons tous les camarades sincèrement révolutionnaires à venir nous rejoindre dans notre groupe, pour mener à bien la lutte contre l'autorité.

Exceptionnellement, réunion le vendredi 3 décembre, à 21 heures, 11, avenue de l'Ermitage, à Brunoy (l'avenue donne dans la rue de Montgeron).

MONTREUIL

Dans notre cité, les ouvriers ont hissé au pouvoir des politiciens, nous nous savons que ce ne serait pas par le bulletin de vote que le prolétariat remplirait sa destinée. Nous savons que le métier de politicien a du bon ; mais quand on est les maîtres, l'on se met au service de sa classe.

Exemple : 4 cantonniers âgés ont été mis à la retraite d'office, ayant 16 ans de services. Comme auxiliaires stagiaires, ils se sont vu octroyer la fabuleuse somme de 200 fr. par mois tandis que notre cher maître reçoit 2.600 fr. Ce sont ces politiciens qui parlent de la misère des vieux (il est vrai qu'à Montreuil, l'on devait prendre l'argent chez les riches).

Pendant ce temps d'après un employé municipal, des appointés à 45.000 balles se prélassent à la Mairie-prison. Nous dirons à ces « Bénédictins », que le métier de politicien a vraiment du bon, mais que les ouvriers finissent bien par comprendre cela un jour.

Le Groupe.

STAINS

Notre localité est admirablement administrée affirmant nos édiles dans leurs comptes rendus de mandat.

Ce n'est pas l'avis des victimes locales de cette administration qui protestent contre la nouvelle taxe sur le balayage ; celle-ci vient s'ajouter aux autres déjà imposées aux différentes catégories d'imposables, aucune de ces taxes ne répondant au slogan faire payer les riches.

Dans leur compte rendu ces messieurs les bolchos évitent de nous exposer le mauvais côté de leur administration.

Et voilà qu'à la clôture des compte rendus, on apprend que des poursuites sont intentées contre quatre personnes, dont deux jeunes filles adhérentes aux organismes politiques de nos édiles. Ce qui est concluant, c'est qu'il faut déléguer deux chômeurs à la commission paritaire, ce soit une de ces fausses chômeuses qui ait été désignée, car il faut que, partout, il n'y ait que des « bolchos ».

Nous avons annoncé quatre personnes poursuivies pour avoir dûment touché des secours de chômage. Outre les deux demoiselles citées plus haut, il y a une propriétaire hôtelière et l'un de ses locataires.

Depuis que ces messieurs se sont installés à la mairie, deux vols s'y sont commis, une de ces affaires seulement ayant eu une conclusion. Des dévaloirs de fonds, des vols commis à la cuisine populaire ont entraîné le maire à la supprimer.

A part ça, tout va bien... en attendant la découverte d'autres incidents regrettables.

Un groupe de chômeurs.

Communications diverses

◆ Ligue Internationale des Combattants de la Paix. — Le Secteur Rive-Gauche de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix vous invite cordialement à assister le vendredi 26 novembre, à 20 h. 30, à la grande conférence qui se tiendra dans la salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor. Robert Jospin traitera le sujet : Pacifisme intégral, quand même. Henri Belamy parlera de l'Inutilité de la Guerre.

◆ La Ligue espagnole des Droits de l'Homme, (Section de Paris) pour les réfugiés espagnols, prie tous les camarades antifascistes, de nous mettre en rapport avec tous les réfugiés espagnols, victimes de la guerre et du fascisme international, se trouvant actuellement en France, afin de pouvoir plus facilement leur venir en aide. La Ligue exerce vivement tous les camarades et les partis antifascistes, qui aident si vaillamment nos compatriotes. Envoier au secrétaire, F. Résurrection, 21, rue Anlaire-France, à Levallois (Seine).

◆ La Muse rouge, groupe des chanteurs révolutionnaires, se tient à la disposition des organisations ouvrières pour la confection totale ou partielle des programmes de leurs fêtes ou goûters. Elle fait appel à tous les camarades désireux de participer à sa propagande. Toutes les chansons sociales, pacifistes, révolutionnaires se trouvent à la Muse Rouge. Ecrire, 2, passage Truber-Bellier, J. P. Monteil, Paris, 1216-70.

◆ Retenez la date du 3 décembre 1937. — Tous les amis de l'Espagne Antifasciste se devront d'assister à la grande fête de solidarité Franco-Espagnole qui aura lieu le vendredi 3 décembre, à 20 h. 30, dans la grande salle de l'Union des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10^e), au profit du peuple espagnol et à laquelle de nombreux artistes français et espagnols prêteront leur concours. Chant, musique, poésie, danses classiques. Tous les antifascistes doivent se faire un devoir d'assister à cette fête avec leur famille. La semaine prochaine nous publierons le programme complet de cette grande fête.

◆ « Libre Pensée, Action Sociale de Paris ». — Samedi 20 novembre, à 20 h. 30, causerie éducative gratuite donnée à la Société contre l'abus du tabac, 12, rue Jacob (métro Saint-Germain-des-Près), par M. Edouard Duchêne, instituteur, lauréat de l'Académie française.

VOIX DE PROVINCE

FEDERATION LYONNAISE

L'assemblée générale de la Fédération Lyonnaise a eu lieu le vendredi 19 novembre, à 20 h. 30, au siège, 212, rue de Créquy. Après le rapport moral et financier, Lavallois fit le compte rendu du congrès de l'Union anarchiste. Au sujet des groupes d'usines les groupes en discussion. La réponse au referendum sera donnée au prochain C. I.

Les camarades Pernet et Marneuf posèrent de nombreuses questions au sujet du congrès. On décida, le temps manquant ce soir-là, de remettre la création du Comité local S. I. A. à la prochaine réunion où les responsables seront désignés. En attendant, le camarade Morat accepte de recevoir les colis à l'adresse suivante : café Mathieu, 232, rue Paul-Bert, adresse qui est provisoire.

L'élection du nouveau bureau eut lieu. Lavallois fut à nouveau désigné comme secrétaire. Morat fut nommé secrétaire-adjoint et Giraud, trésorier.

Le prochain C. I. aura lieu samedi 27 novembre, à 20 h. 30.

Que tous les groupes y soient représentés.

La Fédération Lyonnaise de l'U. A.

MARSEILLE GROUPE GERMINAL

Notre fête du samedi 13 décembre

Camarade anarchiste, sympathisant ou antifasciste de Marseille ou iras-tu passer la soirée du samedi 13 décembre ?

Viens avec tes amis, ta famille, assister à notre grande fête artistique, 50, rue des Dominicaines donnée au bénéfice de nos chers orphelins espagnols — enfants adoptifs de notre C. E. L. — nos enfants à nous tous — une pléiade d'artistes et chorale sauront te satisfaire avec un programme varié.

Tu viendras, camarade, faire ton devoir de solidarité.

**

Le groupe se réunit tous les jeudis, à 18 heures, 21, rue Lafayette (Magasin) et fait appel à tous les anarchistes de bonne volonté, partisans de renforcer le faisceau compact, de solidarité autour de l'U. A. et du « Libertaire ».

Pour les adhésions, pour les souscriptions, tous les jeudis avant les réunions.

Pour le groupe : A. Pascal.

SAINT-ETIENNE

Le groupe Ascaso-Durruti, profitant du passage du camarade Frémont dans la région lyonnaise, y organisa deux causeries, l'une à Rives de Gier, devant cinquante camarades, Frémont et moi-même, sur le sujet : « Ou va le front populaire ». Le lendemain, dimanche, ce fut le tour de St-Etienne. Là, un peu moins heureux, ce ne fut pas aux cocos que nous avons eu affaire, mais à ces messieurs de la Sûreté nationale qui vinrent nous cueillir à l'hôtel à 8 heures du matin. Après un échange de paroles assez vif, le camarade de la région lyonnaise, Frémont, et moi-même, fûmes conduits au central de l'hôtel de ville. Nous en sortîmes à 10 h. 05, après avoir subi une vérification d'identité en règle. La réunion qui était annoncée à 9 heures ne commença qu'à 10 h. 1/2, devant quarante personnes, dont beaucoup de jeunes sympathisants. Frémont nous fit un exposé clair et précis de ce qu'est le mouvement espagnol et des moyens à employer pour le défendre. En somme, bonne réunion, qui nous obligea de décider ce que nous avions à faire.

Quant à l'article d'un certain journal traitant Frémont d'autoritaire, nous pensons que, dans peu de temps, ce camarade reviendra semer la bonne parole et que nous ferons écho à la coalition des fils et des communistes.

Nous tenons à annoncer que la constitution de la S.I.A. se fera avec le concours d'un orateur de la région lyonnaise, dimanche 5 décembre, à 9 h. 30, tous les camarades voulant aider les victimes du fascisme et de la répression doivent se trouver à la Bourse du Travail, salle 20.

Pour des organisations libertaires solides, camarades, en avant.

Chef des exploités de la terre

L'ACTION SYNDICALE DOIT FAIRE ECHEC AUX VISEES PATRONALES

Un journal patronal, sur un de ces appels à l'action avec ce titre pompeux : *La Marne du patronat*, appelait ses adhérents à prendre l'offensive. Celle-ci est commencée. Le danger est grave. Cette offensive est conjuguée, dans l'industrie, chez les paysans, avec une entente régulière, et un plan concerté, bien établi. Dans l'agriculture, il sera peut-être plus facilement réalisable, méthode n'est pas nouvelle. Elle fut mise à l'étude, et essayée d'être mise en application bien avant la guerre ; par les syndicats patronaux des pays vignobles du Midi ; elle avait pour but de créer des syndicats mixtes de patrons et ouvriers, avec l'arbitrage obligatoire comme principale revendication. Les syndicats ouvriers, ayant à leur tête des militants avertis, tels que les regrettables camarades Ader de Cuzac d'Aude et de Cheysson de Coursan, ainsi que Fabre de Vias, et d'autres que j'oublie, alertèrent leurs adhérents et la puissante fédération des vignerons, fit avorter l'entreprise patronale, par l'action directe, qu'emportaient les syndicats ouvriers vignerons. Leur action de classe action toute syndicale, sans condescendance leur fit conquies avec la journée de 7 heures, des contrats collectifs, et aussi l'unification des salaires.

La situation est tout autre à l'heure actuelle et la tâche patronale plus facile. Nos syndicats après avoir obtenu l'arbitrage obligatoire qui de tout temps fut combattu par eux et pour cause ? avec ces conquêtes éphémères, vontils pouvoir résister à la vague de réaction. Par une activité constante et une régularité parfaite, le patronat a affirmé sa défense, et peut passer à l'attaque. Il a créé des coopératives de production qui établissent des liens, entre la toute petite propriété et les gros terriens. Ces coopératives, sont sous la direction de ces derniers, elles réalisent déjà un front commun, contre les désolés de la glèbe. Ceux qui ne possèdent rien trouveront l'ait, que naguères ils pouvaient escompter chez les petits possédants ? Voilà tout le problème.

Déjà de toutes parts, le patronat exige que les ouvriers adhèrent aux syndicats mixtes. Le boycott sévit dans certaines régions et si nous examinons la situation « des ouvriers ne possédant rien, logés par leurs exploités, mis à la rue au moindre geste de défense de leurs intérêts de classes », ce syndicalisme de collaboration sera une puissance entre les mains de nos réacteurs. Il est grand temps que les ouvriers de la terre, prenant exemple sur l'action du passé de leurs aînés, reviennent à une plus saine compréhension pour créer avec les syndicats des affiliés de syndicats, des comités de culture, avec pour but des revendications précises pour pouvoir arrêter l'offensive de leurs exploités et vers des conquêtes nouvelles. Nous verrons dans un prochain article celles qui sont les plus indispensables au prolétariat agricole.

J. OLIVE.

Secrétaire de la Fédération Unitaire de l'Agriculture.

LA VIE DE L'U.A.

Les secrétaires de Groupes sont priés de ne mentionner dans les convocations, que le JOUR, L'HEURE, LE LIEU, et s'il y a lieu le sujet de la réunion.

COMMISSION ADMINISTRATIVE : REUNION LUNDI 6 DECEMBRE, A 20 H. 30, AU LOCAL HABITUEL.

0. 1. DE LA FEDERATION PARISIENNE. — Réunion samedi 4 décembre, à 20 h. 30. Tous les groupes doivent être représentés.

1^{er} et 11^e. — Réunion tous les vendredis, à 20 h. 30, rue de l'Arbre-Sec.

11^e et 14^e. — Tous les jeudis, à 20 h. 30, à l'« Homme Armé », 44, rue des Archives.

15^e et 16^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30. Tous les dimanches, la librairie est installée : 2, rue Broca.

17^e et 18^e. — Attention : changement de jour, à partir du 17 novembre, réunion du groupe tous les vendredis au Cadet, rue Cadet.

19^e et 20^e. — Réunion constitutive vendredi 19, à 20 h. 30, à la Petite Choise, 6, rue Saint-Bernard.

21^e. — Tous les mardis, à 20 h. 30, 23, rue Esquirol, au local. Permanence tous les dimanches matin.

22^e. — Tous les vendredis au café Papillon, 136, rue de Vanves, à 21 heures.

23^e. — Tous les vendredis, à 21 heures, chez Orca, 17, rue Saint-Charles.

24^e. — Tous les vendredis à 20 h. 30, rue des Batignolles, 14.

25^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

26^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

27^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

28^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

29^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

30^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

31^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

1^{er}. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

2^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

3^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

4^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

5^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

6^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

7^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

8^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

9^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

10^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

11^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

12^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

13^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

14^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

15^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

16^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

17^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

18^e. — Tous les vendredis, à 20 h. 30, chez et sans-souci, 100, rue Ordener.

GROUPE INTERLOCAL DE LA THIERRACHE. — Samedi à 20 h., local habituel.

LE HAVRE. — Pour tout ce qui concerne le groupe, s'adresser chez Leconte, coiffeur, rue Fontenoy, salle 15, Maison sociale, place d'Arcole.

LUNEL. — Correspondance pour le Groupe à Châtelier Joseph, rue Jeanne-d'Arc, Aimargues (Gard) et pour les fonds à Châtelier Abel, rue des Lavoirs.

FEDERATION LYONNAISE. — Le C. I. se réunit les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, sur convocation du secrétaire. Pour tout ce qui concerne la Fédération Est s'adresser à Lavorel, 4, rue des Trois-Maisons, à Lyon.

LYON-VILLE. — Femmes Libertaires, 212, rue Créquy, Lyon-Ville.

VILLEURBANNE. — Tous les dimanches une permanence fonctionne de 10 h. à 13 h., 64 et 66, rue d'Arcole.

MARSEILLE-LES CAMOIS. — Tous les lundis à 6 h. 30, Bar Terminus-Les Camois.

MONTPELLIER. — Tous les mardis, à 20 h. 30, réunion au siège, bd Bonne-Nouvelle.

NANDY. — Tous les 1^{er} et 3^e vendredis du mois, à 20 h. 30, Bourse

En juin,
seuls les fonctionnaires
n'ont pas recouru
à l'action directe.

Résultat :

ils sont encore à
attendre les promesses
du Front Populaire
Le comprendront-ils ?..

Le libertaire syndicaliste

Les politiciens en action

Il fallait s'y attendre. Au moment où, dans la plupart des corporations, les discussions vont s'engager avec le patronat pour de nouvelles conventions collectives, les politiciens commencent à s'agiter. C'est à celui qui — dans ses articles — sera le plus du côté de la classe ouvrière. Quitte, le lendemain, à voter la confiance au gouvernement même s'il se dresse nettement contre cette classe ouvrière.

Les champions de ces exercices acrobatiques, sont, sans contredit, les représentants du grand parti des mains tendues. Mentant sans vergogne, stakhanovisant l'impudence et la mauvaïse foi, ils voudraient se faire passer pour les défenseurs des ouvriers.

En réalité, ils n'ont qu'un seul but : Prendre les adhérents du « parti frère », ce que Treint appelle : « plumer la volaille socialiste ».

Exemple : M. Croizat
Dans l'Union des Métaux, d'octobre 37, Croizat, réclamant : Des garanties contre l'arbitraire, déclare que « si ses amis et lui ont ratifié la loi sur la reconduction des conventions collectives, c'est parce qu'ils avaient reçu de Jules Moch et du gouvernement Léon Blum, la double assurance qu'un projet de loi sur la réglementation de l'embauchage et du débouchage serait voté par les deux Chambres avant la fin de la session parlementaire de juin ».

Pur et innocent Croizat, qui croyait encore aux promesses ministérielles (en admettant que ces promesses aient été réellement faites).

Pur et oublieux Croizat, qui ne s'est plus souvenu que la reconduction n'était pas seulement subordonnée à la garantie de l'embauchage, mais également à celle des congés payés pour tous, et aussi au maintien de la capacité d'achat des travailleurs.

Pur et étourdi Croizat qui n'a sans doute pas songé qu'étant lui-même élu du peuple, rien ne pouvait l'empêcher de déposer lui-même un

projet de loi, et de le défendre — lui-même — avec toute l'ardeur dont il est capable. Rien ne pouvait l'empêcher, sauf sa volonté bien arrêtée de ne prendre aucune responsabilité. Il est tellement plus facile, plus politique, d'en charger les autres.

La reconduction faite sans que les garanties demandées soient accordées, la capacité d'achat des travailleurs n'a pas été maintenue. On a essayé d'y remédier par l'arbitrage. Tout le monde connaît les dernières sentences rendues, au profit (si l'on peut ainsi dire) des fonctionnaires, du bâtiment, de la métallurgie. Les politiciens (car les politiciens se valent également dans les syndicats) avaient juré que jamais ils n'accepteraient une sentence arbitrale qui ne tiendrait pas compte de l'augmentation réelle du coût de la vie. Leur action a consisté uniquement à noyer la protestation ouvrière. Ils ont commencé à retarder le mouvement de protestation en disant qu'il fallait qu'il soit général et ils ont fini par l'enterrer dans un mouvement limité à une heure, à la suite duquel on ne parla plus de rien. Il est probable qu'il en sera de même pour les réclamations des fonctionnaires. Je ne sais pas si, d'ici jeudi, on les amènera à composition. Une seule chose est certaine : C'est que s'ils ne cèdent pas et que le gouvernement pose — sur leur cas — la question de confiance, tous les élus du Front Populaire seront avec le gouvernement. Avec, à leur tête, M. Jacques Duclos.

Et, ils ne manqueront pas — tous ces politiciens — de bonnes raisons pour légitimer leur reculade. Ne serait-ce que « les Cagoulards ». La manœuvre se dessine déjà. Il faut, pour ceux qui ont repris le « slogan » : la France aux Français, que les armements découverts, aient été constitués par les gouvernements fascistes. Et l'on parle, pour prouver que l'on dit vrai, de « l'énormité » des sommes engagées. Comme si

pour écraser le mouvement ouvrier — le patronat français n'était pas capable de dépenser, un, dix, cinquante, cent millions et même davantage si le besoin s'en faisait sentir.

Mais il est plus utile, pour la démagogie du parti qui tend la main aux catholiques et aux croisés de feu ; qui canonise Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et Saint Maurice-le-fils-du-peuple, de laisser croire à l'intervention étrangère. Ça permet de retarder toutes les revendications, sous le prétexte d'union devant la menace du fascisme étranger. Ça permet d'exalter le nationalisme et de donner au P.C.F. une gueule vraiment française.

Reste à savoir si les syndicats vont se laisser faire. Nous le saurons bientôt. A peu près tous, nous allons entrer dans la lutte. Il nous faut des conventions collectives sérieuses, ne laissant aucune possibilité à l'arbitraire patronal. Nous ne voulons pas que se renouvellent les incidents du Bourget, de la Simca, de la Soie, de la B.B.T. et combien d'autres. Nous voulons un contrôle ouvrier réel. Nous voulons la semaine de 40 heures sans dérogations, et des congés payés ne laissant place à aucune interprétation dilatoire. Nous voulons surtout l'échelle mobile. Et pas seulement pour nous, mais pour tous. Pour tous les travailleurs, pour tous les retraités, pour tous les pensionnés. L'assistat d'ailleurs à une réunion des magasins à prix uniques. Ils ont, eux, l'échelle mobile. Il y avait environ un millier d'assistants, des femmes en grande majorité. J'ai entendu ces camarades déclarer : « Il faut que nous épaulions nos camarades des métaux et du bâtiment pour leur faire avoir l'échelle mobile, car s'ils ne l'ont pas, il nous sera difficile de la conserver pour nous ». J'ai eu un peu honte, mais j'ai réfléchi que si la Fédération des employés avait l'échelle mobile, c'est quelle n'est pas dirigée par des politiciens.

CAM.

L'arbitrage obligatoire, arme de trahison de l'action ouvrière

UNE SENTENCE « ÉDIFIANTE »

Les cimentiers de la maison « Boffrey-Hennebique » en grève depuis le 6 septembre ont terminé leur lutte, battus et mécontents. Battus par l'intransigence patronale et l'inertie des dirigeants responsables de la fédération et de la région. La sentence rendue par Maestracci, conseiller à la Cour de Cassation, surabondamment qualifié par la présidence du Conseil est rédigée d'une façon qui ne peut laisser aucune illusion sur la complicité du gouvernement F. P. avec les organisations patronales. Il est malheureusement trop vrai que beaucoup de camarades du bâtiment établissent une nuance entre le F. P. et le parti communiste français en affirmant que s'il y avait des ministres communistes au pouvoir, la situation générale serait tout autre. On oublie trop facilement le passé, il est pourtant incontestable que le régime parlementaire que nous subissons a réussi à établir sa domination avec des programmes séduisants, toujours renouvelés et jamais mis à exécution. Un politicien quelle que soit la couleur de son plumage ou la richesse de son langage est et restera toujours un menteur permanent.

Voici quelques extraits qui pourront permettre de juger l'ensemble et l'esprit de cette sentence. Chantier de Bois-Colombes. — Considérant que, le travail interrompu à la suite d'un premier conflit, ayant recommencé le 23 août sur le chantier de Bois-Colombes, ces deux délégués se sont opposés à la reprise par la Société Boffrey-Hennebique de trois ouvriers qui n'avaient pas eu cours de la grève qui venait de finir, pris part à certaines réunions ni participé à l'occupation du chantier, qu'à la suite d'une réunion des ouvriers qui volèrent l'exclusion de leurs camarades, ceux-ci demandèrent le règlement de leur compte. Considérant qu'il est allégué qu'en conservant ces ouvriers et en congédiant les deux délégués la Société Boffrey-Hennebique a violé le « droit syndical ».

Chantier d'Aubervilliers. — Sur le congédiement de 7 ouvriers, considérant qu'il est allégué que ces ouvriers n'ont pas été congédiés pour insuffisance de rendement ainsi que le prétend la Société B. H., mais parce qu'ils étaient membres du Comité de chantier et militants. Considérant d'autre part la participation de ces ouvriers à une réunion d'un « comité de chantier » sans existence légale, leur congédiement n'implique pas la violation d'aucun texte légal ou réglementaire, ni d'aucune disposition de la convention collective.

Chantier de la rue des Poissonniers et de la porte d'Aube. — Considérant que les trois chantiers de l'entreprise. Mais considérant que cette grève a été déclenchée en violation de l'art. 1^{er} de la loi du 31-12-36. En conséquence le surabrit soussigné décide :

1^{re} La grève du personnel des Chantiers de Bois-Colombes, de la rue des Poissonniers et de la porte d'Aube a été déclenchée illégalement en violation de la loi du 31 décembre 1936 ;

2^{de} Le congédiement des délégués est justifié.

3^{de} Il n'est pas de la compétence du surabrit de statuer sur le licenciement des douze autres membres du Comité de chantier et militants. Les individus qui ne se sont pas distingués en différends collectifs.

4^{de} Le travail sera repris dans le plus bref délai possible.

Un conseil syndical extraordinaire avec la participation de Toudic fut réuni pour étudier

cette sentence. J'ai assisté en tant que syndiqué cimentier à ce conseil.

Je ne dévoilais pas un secret en indiquant que le conseil syndical est divisé en deux camps ; la fraction syndicaliste et la section communiste. Après l'intervention de plusieurs membres du Conseil, Toudic prit la parole. Il affirma que la sentence ne le contentait pas ; il serait assez difficile de dire le contraire, mais que dans les circonstances actuelles, avant de lancer une grève générale dans le bâtiment ou toute autre action, il fallait considérer que la température des ouvriers était assez basse et que tout mouvement général était voué à un échec avec comme conséquence immédiate la descente verticale des effectifs du syndicat. Il demanda s'il y avait possibilité morale de continuer la lutte sur les chantiers en grève, comme propositions pratiques de la voie sur les chantiers des autres entreprises de motions énergiques protestant contre cette sentence et d'envoyer une campagne de presse. La moindre proposition financière au lieu de ces mesures platoniques aurait beaucoup mieux fait l'affaire des camarades en lutte depuis onze semaines et à la suite de ce conseil le travail fut repris à contre-cœur sur tous les chantiers. Comme conclusion de cette grève, la maison Boffrey-Hennebique, qui prévoyait la sentence arbitrale, attaque le syndicat des cimentiers en justice et réclame 100.000 francs de dommages-intérêts, pour le préjudice causé par la grève. Cette prétention patronale marque mieux que toutes les critiques le chemin parcouru en dix-huit mois. En juin 36, les ouvriers inorganisés mais animés d'un esprit combatif avaient arraché au patronat des indemnités de grève, attachement ce sont les patrons qui exigent des réparations quand les ouvriers veulent faire respecter leur droit !

En résumé cette sentence, aboulissement logique de toutes les revendications syndicales, enlève aux ouvriers leur seul moyen de défense : la grève et donne aux patrons de combat la possibilité de renvoyer délégués ou militants quand bon leur semblera. Le patronat de droit divin après une courte éclipse ressuscite et renforce son autorité, malgré le gouvernement du F. P. et grâce à la collusion des dirigeants syndicaux avec ce gouvernement.

LEFEUVRE.

Dans les boîtes et les chantiers

AUX CHANTIERS DERICHON-MASMONTEIL-CACHEAU

Contre le renvoi de leurs délégués, les terrassiers passent à l'action directe

Trois entreprises du sous-sol ont lock-outé, depuis une quinzaine de jours leurs ouvriers, en tout un millier.

Ces maisons sont Derichon, constructeur d'une ligne de métro à Juvisy ; Masmonteil, à Pantin ; Cacheau de la Frette en Seine-et-Oise.

La raison du renvoi des délégués de ces chantiers, d'après les patrons proviendrait qu'ils auraient outrepassés leurs droits de délégués.

Cette attitude des entrepreneurs des Travaux Publics est tout à fait curieuse, car dans trois endroits différents, ils ont opéré de la même manière. Tout d'abord des menaces, puis l'invite à passer au curreau cassé, bien entendu refus des délégués. C'est alors que l'affaire se corse, l'huissier fait son apparition, avec une sommation par procès-verbal d'avoir à déguerpir des lieux.

On voit que ces messieurs ne manquent pas d'opportunité, car ils passent à l'action, en pleine saison hivernale. C'est, sans nul doute, l'époque la moins favorable pour nous, tandis que du côté de nos ennemis de classe, ils ont plus de facilités d'influence sur les ouvriers, étant donné le grand nombre de chômeurs qui existe dans le bâtiment depuis la fin de l'exposition. Malgré tout, nous pouvons d'ores et déjà écrire, ils seront battus une fois de plus. Ils ne réussiront pas leur mauvais coup, car l'esprit de lutte est grand chez nous. Cela prouve également que malgré tous les freineurs qui font agir une fois de plus les soupapes de sûreté, que notre corporation, si elle était libre, ne serait mûre pour aucune capitulation. Notre devoir à nous, militants, est de la tenir constamment en éveil pour qu'en aucun cas et quelles que soient les circonstances, elle ne sorte affaiblie de cette nouvelle bataille. Lors d'un affaiblissement de chômeurs du bâtiment à la salle Japy, Arrachard disait que nous étions une poignée d'agitateurs par corporation, que nous mettions des chantiers en mouvement pour des questions futilles. Si pour lui, défendre par l'action les délégués de chantier est une futilité, qu'il garde pour lui cette affirmation, mais qu'il sache, qu'en ce qui nous concerne, c'est aux questions de principes que nous apportons le plus d'attention.

Pierre Dichamp, Entreprise Masmonteil.

CHEZ THOMSON

A la Thomson-Favorites la grève d'une heure au eu lieu. Les sanctions patronales aussi.

Deux ouvriers renvoyés pour avoir coupé le courant huit jours de mise à pied à un autre pour avoir parlé aux ouvriers dans la cour.

Le vendredi soir jusqu'à 8 heures l'usine a été occupée pour faire supprimer ces sanctions.

Après avoir entendu un délégué syndical, Bédry et avec des promesses verbales de suppression des sanctions les ouvriers ont cessé d'occuper l'usine.

Le licenciement a été transformé en huit jours

de mise à pied à condition que l'ouvrier fasse parvenir une lettre d'excuses au patron. Trois lettres de plus en plus respectueuses et avilissantes furent envoyées, Messieurs les patrons ne trouvaient pas les précédentes à leur goût.

Pour l'ouvrier licencié nous pourrions comprendre ce geste. Mais de la part de dirigeants qui poussent à de telles résignations sans réagir, que pouvons-nous penser ?

Quelle confiance peuvent avoir les ouvriers devant de telles reculades et ce manque de solidarité ? Le mécontentement est grandissant parmi ceux-ci. Beaucoup parlent de déchoir leur carte.

Camarades, ne désertez pas les organisations syndicales. Plus que jamais il faut nous grouper pour leur redonner un caractère révolutionnaire.

AUX MINES DE LENS (CALONNE-LIEVIN)

Chacun sait que ce métier est un des plus ingrats entre tous. Aussi, nous ne pouvons que déplorer l'état d'esprit qui règne chez les mineurs. Socialistes et communistes, qui composent en tout et pour tout ce monde de producteurs souterrains, demi-bagnards, demi-libres, ne peuvent s'entendre, et pour cause, pour la lutte contre le patronat.

Les nacos, surtout, n'ont pas peur de s'honorer du rôle des derniers ans et des milliards de guerre, aussi que d'aller au travail dans une veste de soldat fantaisie (est-ce faux, délégué Adolphe ?). D'où la fureur des socialistes. Mais ceci n'est que feu de paille, personne ne rechigne pour extraire ses sept tonnes de charbon minimum, imposées pour 35 fr., ni pour en tirer 600 kgs en plus, qui seront payés 3 fr. 50 supplémentaires, ni pour aller porter à M. le curé les 1.000 kgs de charbon qui lui sont dus (il fait partie du personnel), ni pour donner à M. l'ingénieur les deux ordonnances (chauffeur et boniche) qui comptent aussi dans les producteurs.

Allons, camarades, quand cesserez-vous de courber l'échine ? Quand cesserez-vous de tomber dans le panneau des politiciens admirateurs de l'assiette au beurre ?..

Eustache.

CHEZ CITROËN

M. Doriot avait jugé bon de reprendre à son compte, par l'intermédiaire d'un de ses valets de plume, une motion votée par une sous-section syndicale de chez Citroën.

Je dois signaler en premier lieu que les camarades ayant voté cette résolution appartiennent tous à des organisations ouvrières (P.C., S.F.I.O., U.A., C.G.T., etc.) à l'exclusion de tout parti pro-fasciste.

Que l'influence des moscouitiques diminue, cela est certain, Monsieur Doriot, mais pas à cela avantage, car les ouvriers bernés vous tendaient la main sur l'ordre de leurs chefs ; si leurs dirigeants ne sont plus écoutés, les masses reviendront vite à l'action révolutionnaire et à la lutte de classe.

La motion s'élève, dites-vous, contre l'intrusion de la politique dans la C.G.T., d'accord. Mais cela ne vous regarde pas : 1^{re} Parce qu'en tant que fondateur et soutien de syndicats jaunes vous n'avez qu'à fourrer votre nez ailleurs que dans la C.G.T. Ce sont là des désaccords qui se régleront, amicalement d'ailleurs, entre adhérents à l'organisation ; 2^{de} Parce que les pisse-copie P.P.F. (sans doute partisans de la pourriture franquiste) sont à l'apogée de l'espérance nous faire confondre sous la désignation « action politique » les deux questions bien distinctes de l'aide à l'Espagne Républicaine et de la colonisation des syndicats organisée par le P.C.

Evidemment les P.C.F. voient d'un mauvais œil les manifestations de sympathie des classes

laborieuses françaises vis-à-vis de l'Espagne ouvrière. Mais les travailleurs de chez Citroën et d'ailleurs connaissent leurs devoirs et ce ne sont pas les élucubrations d'un politicien caméléon qui les feront changer d'avis.

Vous dites que la motion en question fut rédigée par des anarchistes ; eh bien, les anarchistes de chez Citroën vous disent : « Fermez vos gueules, chiens fascistes, ou nous vous les fermerons ».

Oui Monsieur Doriot, les ouvriers ne sont pas tous du même avis.

Non Monsieur Doriot, les ouvriers ne se battent pas entre eux et sauront, pour vous redonner à zéro, oublier momentanément les divergences de vues qui les séparent, bien persuadés qu'un accord sera possible entre eux après l'élimination des politiciens exploités de la classe ouvrière.

Pour les groupes anarchistes des usines Citroën,

A. Lagier.

Le Mouvement Syndical

CHEZ LES INSTITUTEURS

Le Libéraire a déjà publié une résolution de la sous-section des instituteurs de Clamart, demandant, en termes catégoriques, à la fois les gouvernements du Front Populaire et l'attitude plus que suspecte des bureaucrates syndicaux.

Enregistrons ces symptômes réconfortants dans une corporation qui, si elle a été relativement peu contaminée par le stalinisme, s'est trop souvent laissée endormir par les illusions du réformisme le plus paralysant.

Après celles du Cartel de 1924 et des élections « rouges » de 1932, cette dernière expérience, celle dernière fois aurait-elle enfin fait s'ouvrir quelques yeux ? Espérons-le et que ce ne soit pas seulement chez les instituteurs de la banlieue sud.

P. V.

Ordre du jour

La sous-section de Châtillon-sous-Bagneux du S.N. des Instituteurs, réunie le 16 novembre, s'est levée vigoureusement contre les projets dérisoires du gouvernement qui ose nous proposer l'augmentation de 50 à 100 fr. par mois, alors qu'il trouve des milliards en abondance pour la course aux armements et la préparation de la prochaine guerre impérialiste.

Elle a le regret de constater d'autre part que l'insolence gouvernementale d'aujourd'hui est facilitée par la longue inaction de nos organisations syndicales, de la passivité des fonctionnaires en juin 1936 au fameux article : « Il ne faut pas mettre le couteau sous la gorge du gouvernement ».

La sous-section s'indigne de ce que l'on ait pu notamment soustraire une partie des cotisations des adhérents pour les verser à l'emprunt dit « de défense nationale », alors que le gouvernement aujourd'hui s'abrite, pour ne rien nous accorder, derrière les nécessités de sa politique d'armements intensifs.

La sous-section, trouve nettement insuffisante la revendication de 130 fr. par mois, — et exige, même s'il y est satisfait, le dépôt immédiat d'un projet de réajustement des traitements, comportant une indemnité mobile variant avec le coût de la vie.

Et elle ne compte, pour le faire aboutir que sur les travailleurs eux-mêmes unis sur leur terrain de classe et poursuivant leur action autonome sans compromis, ni capitulation.

AU CARTEL DES SERVICES PUBLICS

Au sujet de prix et de médailles

On sait le prestige qu'exerce sur la masse, décorations et honneurs, bien que tout cet acharnement ait été pas mal bousculé depuis quelques années. Il était bon que des hommes d'une haute culture et d'une grande probité ramènent à leur juste valeur qui est mince, les colifichets officiels ; c'est ce qui vient d'être fait par les membres du syndicat de l'Enseignement Supérieur après qu'un décret en date du 17 octobre 1937 a été pris par le ministre de l'Éducation Nationale, décret par lequel étaient créés les prix et les médailles de la recherche scientifique pour une somme de 2 millions de francs.

Une lettre signée par L. Zoretti, secrétaire, fut envoyée au ministre de l'Éducation Nationale sous le couvert du directeur de l'Enseignement Supérieur.

Voici quelques extraits de cette lettre : « Notre syndicat regrette l'aspect antidémocratique de la réalisation du projet ministériel. L'éminente dignité qui s'attache au métier, est le nôtre vient, en grande partie, du mépris dont nos meilleurs savants témoignent envers « les honneurs » et « les dignités ».

Nous repoussons, par-dessus tout, la volonté de domination qu'un tel décret nous paraît devoir encourager. Des syndicalistes ne peuvent approuver de telles mesures. Et le représentant d'un gouvernement de Front Populaire jugera déplaçant comme nous le jugeons nous-mêmes le synchronisme entre ce décret et la création, en Allemagne hitlérienne, d'un « Prix Nobel » destiné à imposer le conformisme.

Il convient de noter quel changement profond notre doctrine entraîne dans les méthodes « aristocratiques » par lesquelles notre recherche scientifique a été gérée jusqu'à présent et qui ont eu pour couronnement le décret que nous dénonçons aujourd'hui.

Nous vous demandons d'affecter ces deux millions à des secours, pour des détresses réelles, quel que soit l'âge des intéressés, à des subventions pour publications et enfin à l'augmentation de la part des sciences humaines et notamment des sciences économiques dans les crédits de la Caisse des Recherches.

Bravo camarades professeurs ! Nous espérons que M. le ministre de l'Éducation Nationale aura compris, qu'il rembrera des parchemins et ses médailles et qu'il emploiera les deux millions comme vous l'entendez, c'est-à-dire, bien.

Lacaze.

Les tâches et les buts des Jeunesses syndicalistes

Le mouvement des Jeunesses Syndicalistes de France prend une extension régulière et normale. Les encouragements ne nous manquent pas. De toutes parts de vieux militants, et de jeunes syndicalistes, nous recevons des lettres éloquentes pleines de joie et d'enthousiasme.

Ces lettres reflètent la pensée qui préside à nos premières conversations. Les paroles de notre président me reviennent à l'esprit : « Il n'est pas possible que le syndicalisme abandonne à d'autres le rôle de l'éducation syndicaliste et la formation des cadres de sa jeunesse ».

C'est donc un très grand réconfort pour nous tous que ces échos nous venant de partout. Cela prouve que la fondation des Jeunesses Syndicalistes de France, était une nécessité historique.

Sans faire un bilan, nous pouvons enregistrer déjà que nous avons des groupements de Jeunesses Syndicalistes constitués ou en voie de constitution, dans de nombreuses villes. Citons au hasard, les plus importantes : Lyon, Dijon, Marseille, Nice, Nîmes, Clermont-Ferrand, Montluçon, Bourges, Limoges, La Rochelle, Nantes, Brest, Rennes, Fougères, Caen.

Nous pouvons citer comme modèle, en passant, notre Union Départementale des Jeunesses Syndicalistes de France, de Lyon. Cette formation fait paraître un journal mensuel « La Jeunesse Syndicaliste ». C'est au travail d'une harmonie parfaite des vieux et des jeunes syndicalistes que nous devons ce résultat.

Malgré des difficultés, qu'on ne peut trouver nulle part ailleurs, nous pouvons être particulièrement fiers de notre activité à Paris et en banlieue.

Nous avons des groupements dans presque tous les arrondissements de Paris et nos sections de banlieue les plus importantes sont : Les Lilas, Bagneux, Ivry, Goussainville, Pré-Saint-Gervais, etc.

La leçon de l'histoire du mouvement ouvrier syndicalisme organisé nous trace notre chemin.

Avant tout, nous voulons nous éduquer. Nous voulons acquérir un bagage suffisant pour pouvoir pénétrer les rouages essentiels de la vie du capitalisme moderne, techniquement, industriellement et commercialement. Avoir des notions exactes sur les questions financières. Ceci est indispensable pour renforcer notre conscience, et aussi, et surtout, notre conscience de classe.

Aussi, nous ne voulons pas nous contenter à la culture de notre esprit celle de notre corps. C'est par la pratique de tous les sports que nous deviendrons des êtres forts et sains physiquement et moralement. N'est-il pas juste de vieux dicton : « Un esprit sain dans un corps sain ».

Nous voulons pénétrer dans tous les arcanes de la Société capitaliste par la voie de la science, ceci, non pas pour être des savants théoriciens du syndicalisme, mais dans le seul et unique but de posséder par ces connaissances une arme puissante pour notre affranchissement.

Si nous voulons nous éduquer et acquérir la connaissance de la conception complexe de la société capitaliste, dont nous sommes condamnés provisoirement à partager le sort, c'est uniquement pour préparer nos moyens à la lutte sans merci et cela à armes égales dans tous les domaines et sur tous les terrains.

J'espère qu'une fois engagés dans cette voie, nous serons tôt ou tard vainqueurs et pour de bon.

Gilbert Chaland,

Secrétaire général des Jeunesses Syndicalistes de France.